

La renaissance

Les trajectoires possibles de développement de la Tunisie à l'horizon 2040

Stellah Kwasi, Jakkie Cilliers et Lily Welborn



Ce rapport analyse la trajectoire de développement actuelle la plus probable après la pandémie de COVID-19 et l'impact de trois scénarios alternatifs. Le scénario « Objectif croissance » dresse un avenir où la Tunisie recherche la croissance économique à tout prix. Dans le scénario « Progression par bonds », la Tunisie tire parti de la technologie pour adopter rapidement des systèmes modernes de développement. Enfin, le scénario « Durabilité et égalité » permet à la Tunisie d'améliorer le développement économique et humain sans compromettre l'aptitude des générations futures à répondre à leurs besoins.

Principales conclusions

- ▶ Des lois progressistes en matière de santé sociale et reproductive en Tunisie ont créé des faux sentiments d'équité entre les genres et d'autodétermination. En effet, l'inégalité des revenus et des perspectives de travail persiste entre les régions et entre les genres. Les femmes et les jeunes diplômés sont les plus touchés.
- ▶ Les bons indicateurs macroéconomiques d'avant le début de la révolution, en décembre 2010, ont masqué des problèmes comme le fort taux de chômage, la corruption et un système sociopolitique qui profite aux initiés.
- ▶ La situation économique en Tunisie s'est détériorée depuis la révolution et les importantes dépenses publiques et politiques de subventions qui ont été engagées l'ont compliquée.
- ▶ La fragmentation politique actuelle et la crise économique mettront à l'épreuve la détermination du pays à conserver sa foi dans la démocratie.
- ▶ La Tunisie a une population instruite dont une partie importante est en âge de travailler. Cette main-d'œuvre pourrait, moyennant des possibilités d'emploi, produire un dividende démographique.
- ▶ La croissance économique tunisienne stagne en raison de la mauvaise gouvernance, de faibles niveaux d'investissements, d'un secteur formel restreint et d'un vaste secteur informel à faible productivité.
- ▶ La population tunisienne vieillit rapidement et, d'ici à 2022, le pays tombera en dessous du seuil de renouvellement de 2,1 naissances vivantes. En outre, d'ici à 2040, les dépenses de santé augmenteront en raison du fardeau de la gestion des maladies non transmissibles.
- ▶ La dépendance vis-à-vis des importations des produits alimentaires expose le pays aux chocs internationaux de la hausse des prix. Du fait de la baisse des réserves de change, la situation de la sécurité alimentaire du pays restera vulnérable jusqu'en 2040.

Recommandations

Le Gouvernement de la Tunisie devrait :

- ▶ Réformer l'économie pour permettre une plus grande inclusion et faciliter la concurrence — la plus difficile de ces réformes sera de tenter de formaliser le vaste secteur informel, en démantelant l'impact des intérêts établis et en abaissant les barrières à l'entrée dans l'économie formelle.
- ▶ Créer un environnement propice aux petites entreprises et à l'entrepreneuriat pour stimuler les affaires et encourager les investissements dans le secteur privé, et promouvoir la création d'emplois et l'entrepreneuriat.
- ▶ Poursuivre les efforts de mise en place de dispositifs plus ciblés de protection sociale, comme un programme universel d'allocations familiales qui permettrait de lutter plus efficacement contre la pauvreté et les inégalités et de réduire les subventions qui profitent aux riches.
- ▶ Réformer le droit du travail pour permettre au grand nombre de femmes et de jeunes qualifiés de participer au marché du travail.
- ▶ Améliorer la qualité de l'éducation et assurer une plus grande souplesse dans la langue d'enseignement.
- ▶ Profiter du potentiel de la Tunisie pour stimuler l'agriculture et améliorer la sécurité alimentaire.
- ▶ S'adapter aux impacts du changement climatique grâce à une meilleure gestion des ressources en eau et à la sensibilisation de la population à une utilisation responsable de l'eau.

Introduction

La Tunisie occupe une position unique en Afrique du Nord. Le pays, qui a obtenu son indépendance grâce à des campagnes politiques plutôt qu'à des luttes armées, bénéficie d'une économie relativement diversifiée et dispose de politiques progressistes de santé reproductive qui diffèrent de celles de la plupart des pays voisins. Cependant, les progrès de plusieurs de ses indices depuis l'indépendance, tels que le nombre d'années d'éducation et les droits de la femme, ainsi que les indicateurs macroéconomiques généralement positifs, ont occulté un sentiment généralisé de frustration.

Le manque d'opportunités économiques et l'inégalité d'accès à ces opportunités se sont traduits par un taux de chômage élevé et croissant chez les jeunes et l'omniprésence de la corruption. Les régions intérieures ont été les plus touchées et d'importantes disparités ont persisté entre la région côtière et une grande partie de l'arrière-pays.

Le système social, économique et politique fermé qui a étouffé la concurrence et qui continue d'être dominé par un groupe d'intérêts, qui gravite autour de la présidence, est peut-être le facteur le plus important pour comprendre les événements qui ont abouti à la Révolution de la liberté et de la dignité qui a éclaté à la fin de décembre 2010.

La Tunisie a obtenu son indépendance grâce à des campagnes politiques et bénéficie d'une économie relativement diversifiée

Aujourd'hui, la Tunisie est le seul pays de la région à avoir transité vers une démocratie à la suite de ces événements, mais elle se trouve assaillie par une série de défis nationaux et régionaux. Au lieu du sentiment de bénéficiaire d'une économie forte et de meilleurs moyens de subsistance, dominant aujourd'hui la frustration économique et le désenchantement à l'égard de l'incapacité de la démocratie à améliorer la gouvernance et l'existence matérielle.

La structure démographique du pays, ajoutée à un niveau d'éducation élevé, a joué un rôle important dans la préparation de la révolution et continuera largement à déterminer l'avenir de la Tunisie du fait du vieillissement plus rapide de sa population par rapport à celle des pays pairs.

La Tunisie a toujours eu une population urbaine plus importante que les moyennes de la région. Elle dépasse de près de 20 points de pourcentage la moyenne des autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (APRITI) dans le monde et en Afrique. Contrairement à l'expérience du reste de l'Afrique du Nord et des APRITI, ce taux élevé d'urbanisation n'a pas contribué, autant qu'on aurait pu s'y attendre, à une croissance plus équitable des revenus. Toutefois, cette urbanisation a participé à l'offre d'une éducation renforcée et de meilleurs services d'infrastructures de base.



LA TUNISIE A UNE POPULATION URBAINE PLUS IMPORTANTE QUE LES MOYENNES DE LA RÉGION

Il est paradoxal de constater que la Tunisie dispose d'indicateurs de développement humain impressionnants et d'un capital humain important. Le rééquilibrage de l'économie, en faisant évoluer ses pratiques passées fondées sur le privilège et le favoritisme à l'égalité d'accès et des chances, est essentiel à son développement et à sa transformation.

L'impact de la pandémie de COVID-19 accentuera les nombreux aspects négatifs de son économie. Par conséquent, créer une économie à opportunités ouvertes est encore plus essentiel à son avenir. En outre, surveiller tous les aspects des dépenses publiques et de la politique économique, compresser les dépenses inutiles, réformer les politiques de subventions, améliorer le climat des affaires et la qualité de l'éducation, assurer la sécurité intérieure et consolider les institutions démocratiques figurent parmi les défis difficiles, mais nécessaires, auxquels la Tunisie doit dorénavant faire face.

Objet et portée

Ce rapport présente une analyse intégrée de la trajectoire de développement probable (ou « trajectoire actuelle ») de la Tunisie d'ici à 2040, réalisée à l'aide de la plateforme de prévision International Futures (IFs). L'analyse est complétée par la présentation de l'impact de trois orientations politiques qui donnent la priorité respectivement à la croissance, à la durabilité et l'égalité, et à la progression par bonds. Les trois options formulent les choix d'allocation des ressources, et les compromis qui leur sont associés, qui devront être faits. La nécessité de réformer la gouvernance sous-tend ces trois scénarios.

Toutes les valeurs monétaires de ce rapport ont été converties du dollar des États-Unis 2011 utilisé par IFs en euro 2019, sauf indication contraire.

De l'indépendance à la Révolution de la liberté et de la dignité et ses conséquences

Après avoir obtenu son indépendance de la France en 1956, la Tunisie a été gouvernée par Habib Bourguiba — qui de Premier ministre devint président — qui se lança dans un vaste modèle de développement social dirigé par l'État. Par exemple, le *Code du statut personnel*, qui a été adopté après l'indépendance en 1956, accordait aux femmes un statut juridique complet, proscrivait la polygamie et rejetait le droit d'un mari de divorcer

unilatéralement de sa femme, permettant ainsi le développement d'une société plus équitable entre les hommes et les femmes¹.

En 1965, la Tunisie est devenue le premier pays à majorité musulmane à libéraliser les lois sur l'avortement. En 1958, elle a introduit la gratuité de l'éducation, et, en 1990, le gouvernement a adopté une nouvelle législation sur l'éducation qui a notamment instauré l'enseignement de base obligatoire gratuit de 6 à 16 ans et modernisé le système éducatif. En conséquence, le pays a atteint des taux élevés de scolarisation et d'alphabétisation semblables aux caractéristiques des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure plutôt qu'à celles des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure².

Après avoir été réélu à quatre reprises sans opposition, Bourguiba a été désigné « président à vie » en 1974, avant d'être renversé par un coup d'État sans effusion de sang, en 1987, par le Premier ministre de l'époque, Zine el-Abidine ben Ali³.

La Tunisie dispose d'indicateurs de développement humain impressionnants et d'un haut capital humain

Ben Ali promit la démocratie et des réformes socio-économiques, mais n'est pas parvenu à réaliser une croissance inclusive, même si le produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant a augmenté de 3 % par an entre 1960 et 2010, multipliant par plus de quatre fois sa valeur. Ces améliorations ont été facilitées par un vaste paradigme de développement dirigé par l'État, qui a contribué au favoritisme.

Après trois élections truquées qu'il a remportées avec près de 100 % des voix⁴, Ben Ali a été chassé du pouvoir par des manifestations populaires désormais connues sous le nom de « Révolution de la liberté et de la dignité » (ou « Révolution du jasmin ») qui ont débuté le 17 décembre 2010.

Les gens sont descendus dans la rue après qu'un vendeur ambulant tunisien de 26 ans, Mohamed Bouazizi, s'est immolé dans une protestation désespérée contre un système qui lui avait refusé la possibilité la plus élémentaire de gagner sa vie. Après une période d'émeutes et de manifestations intenses, Ben Ali a été

Encadré 1 : La plateforme de modélisation International Futures (IFs) et la trajectoire actuelle

La plateforme de modélisation IFs est un outil global de prévision à long terme qui réunit et intègre une gamme de systèmes de développement, dont la démographie, l'économie, l'éducation, la santé, l'agriculture, l'environnement, l'énergie, l'infrastructure, la technologie et la gouvernance.

L'outil IFs s'inspire de multiples méthodes de modélisation et utilise cette approche mixte pour former une série de relations au sein des systèmes mondiaux et pour générer des prévisions.

Les données contenues dans IFs proviennent de diverses sources internationales comme la Banque mondiale, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et divers organismes des Nations unies (ONU) comme l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP). Aux fins de cette étude, nous avons créé un fichier de données de projet (voir annexe) pour actualiser et compléter les données internationales, en ayant recours à une sélection de sources supplémentaires.

Bien que les organisations internationales consacrent d'importantes ressources à la mise à jour des données, elles sont parfois en retard par rapport à l'année en cours. L'IFs produisant des prévisions qui vont au-delà d'une extrapolation linéaire, ses prévisions sont historiquement comparables aux données qui sont finalement publiées par des organisations internationales.

La plateforme IFs est développée et hébergée par le Centre Frederick S. Pardee de l'International Futures de l'école d'études internationales Josef Korbel School à l'Université de Denver. Le modèle est un outil libre et peut être téléchargé gratuitement à www.pardee.du.edu. Ce projet utilise pour son analyse la version 7.45 de IFs.

La trajectoire actuelle de IFs est un scénario dynamique qui représente la poursuite des politiques actuelles et des conditions environnementales. Par conséquent, la trajectoire actuelle est en harmonie avec des modèles historiques et reproduit une série de prévisions dynamiques non linéaires aux relations endogènes entre les systèmes mondiaux clés. La trajectoire actuelle ne suppose aucun choc sans précédent dans le système, tel que des changements radicaux de politique ou des catastrophes naturelles ; cependant de tels événements peuvent être modélisés dans la trajectoire actuelle qui constitue un bon point de départ pour comprendre le mode d'évolution possible des tendances futures qui sous-tendent des scénarios alternatifs.

Le système de IFs permet l'ajustement de la trajectoire actuelle grâce à de nouvelles données qui reflètent mieux les conditions ou circonstances qui prévalent dans l'un ou l'autre de ces pays. Par exemple, nous avons actualisé les prévisions de la trajectoire actuelle afin qu'elles tiennent compte de l'impact de COVID-19 sur la croissance et la trajectoire de développement de la Tunisie. Les ajustements apportés à la trajectoire actuelle de IFs pour ce projet figurent en annexe.

contraint de fuir en Arabie saoudite. Il a été condamné par contumace à 35 ans de prison pour détournement de fonds et plus tard à la réclusion à perpétuité pour le meurtre de manifestants⁵. Il est finalement mort alors qu'il était en exil auto-imposé.

Pendant ce temps, le soulèvement populaire s'était étendu à l'Afrique du Nord et au Moyen-Orient dans un mouvement finalement nommé « Printemps arabe ». Dans son sillage, l'Égyptien Hosni Moubarak et le Libyen Mouammar Kadhafi ont tous deux été chassés du pouvoir, ce qui a irrévocablement modifié l'avenir de la région.

La solidité des indicateurs macroéconomiques généralement mentionnés par la Banque africaine de développement (BAD)⁶ et le Fonds monétaire international (FMI)⁷ au cours des années qui ont précédé la révolution a occulté de nombreuses frustrations concernant l'opportunité économique. La corruption et les inégalités omniprésentes, le chômage élevé des jeunes, la lenteur de la libéralisation économique et les faibles niveaux d'investissements privés figurent parmi les problèmes couramment évoqués.

Encadré 2 : Groupes de comparaison

Afin de créer des comparaisons entre les pays et les régions, nous utilisons la classification des économies de la Banque mondiale en groupes à faible revenu, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé pour l'exercice 2020⁸.

La Banque classait la Tunisie parmi les vingt et une économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique. Les autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en Afrique du Nord sont l'Égypte, le Maroc et la Mauritanie. Cependant, la Tunisie endosse diverses identités, ce qui complique les comparaisons fondées sur les revenus. Elle appartient à la fois à la région Afrique et à celle du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) avec lesquelles elle partage de nombreuses caractéristiques. C'est la raison pour laquelle nous utilisons le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure au niveau mondial à des fins comparatives de préférence, mais aussi au niveau des régions, telles que l'Afrique subsaharienne, lorsque cela s'avère nécessaire.

Lorsque la Tunisie est comparée à des groupes de pays, elle en est exclue pour maintenir l'exactitude de la comparaison, d'où l'utilisation du terme « autres » (par exemple, « autres pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure » ou « APRITI »). Lorsque nous utilisons le groupe des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), nous excluons la Chine, car l'importance de sa population et celle de son économie ont tendance à fausser les comparaisons avec d'autres groupes de revenus.

Ben Ali et son entourage ont dominé l'économie, de la banque au tourisme, en passant par l'industrie et le pétrole. Des instruments d'État comme le contrôle fiscal, la vérification des licences et les inspections ont été utilisés pour étouffer la concurrence et contrôler les investissements, limitant les possibilités à celles offertes par l'État et dans des emplois mal rémunérés⁹. De nombreux Tunisiens ont été contraints de gagner leur vie dans le secteur informel, car seuls ceux qui avaient des relations ou suffisamment de ressources pour acheter leur accès au secteur formel pouvaient y entrer.

Au lendemain de la révolution, la Tunisie a cherché à réaliser un ambitieux programme de réformes sociales et économiques, mais, en raison de la faiblesse de sa croissance, ses indicateurs macroéconomiques se sont affaiblis et sa capacité de mise en œuvre de politiques redistributives a diminué. Alors que le PIB a augmenté en moyenne de près de 4,5 % entre 2000 et 2010, son taux de croissance n'a été que de 2 % entre 2010 et 2018.

Les dépenses publiques et la taille du secteur public ont augmenté, tandis que la réforme visant à réduire les subventions inefficaces et le volumineux secteur public n'a guère gagné en popularité. L'insécurité s'étend au-delà des frontières poreuses de la Tunisie avec la Libye et l'Algérie, alors que la qualité de son système éducatif se détériore.

La frustration persistante des Tunisiens s'est manifestée lors des élections d'octobre 2019, lorsque Kaïs Saïed, professeur de droit, conservateur et généralement considéré comme un outsider politique, a été élu président. La fragmentation de la classe politique dominante et les contestations ultérieures relatives à la formation d'un nouveau gouvernement témoignent des incertitudes politiques et de développement qui planent sur l'avenir.

Les Tunisiens estiment que les objectifs et les promesses de la Révolution de la liberté et de la dignité n'ont pas été réalisés. Il est de plus en plus évident que sans la mise en place de réformes économiques profondes et structurelles, des élections régulières ne se traduiront pas par de meilleures opportunités. Le déclin provoqué par le coronavirus a aggravé une situation déjà précaire.

Population

La population tunisienne était estimée à 11,9 millions d'habitants en 2020 et devrait passer à 13,4 millions d'ici à 2040. Elle est en grande partie urbaine, bien éduquée et nettement plus âgée que celle de la plupart des autres pays de la région MENA, voire de la moyenne des APRITI, comme le montre la figure 1. Pour l'ensemble, c'est le résultat de réformes sociales progressistes,

notamment le planning familial et le relèvement de la majorité matrimoniale¹⁰.

Le *Code du statut personnel* et la libéralisation des lois tunisiennes sur l'avortement ont également eu un impact positif sur la santé reproductive des femmes¹¹. Le résultat a contribué à la baisse constante du taux global de fécondité (TGF), en particulier depuis 1995.

Associés à l'éducation et à l'urbanisation, les efforts d'autonomisation des femmes déployés par la Tunisie ont réduit le TGF d'environ sept enfants par femme à l'indépendance, à environ deux enfants par femme en 2005. Aujourd'hui, le TGF en Tunisie est à la troisième place parmi les plus faibles d'Afrique (derrière la Libye et Maurice) et se rapproche rapidement du profil démographique des PRITS, qui se caractérise par de faibles taux de natalité et de mortalité et un âge médian plus élevé.

En effet, le TGF tunisien devrait descendre en dessous du seuil de renouvellement de 2,1 enfants au début des années 2020, ce qui entraînera une baisse de la taille de la population en âge de travailler (entre 15 et 64 ans) tandis que la population âgée (65 ans et plus) augmentera.

La figure 1 montre également de manière explicite l'augmentation rapide de la taille de la population

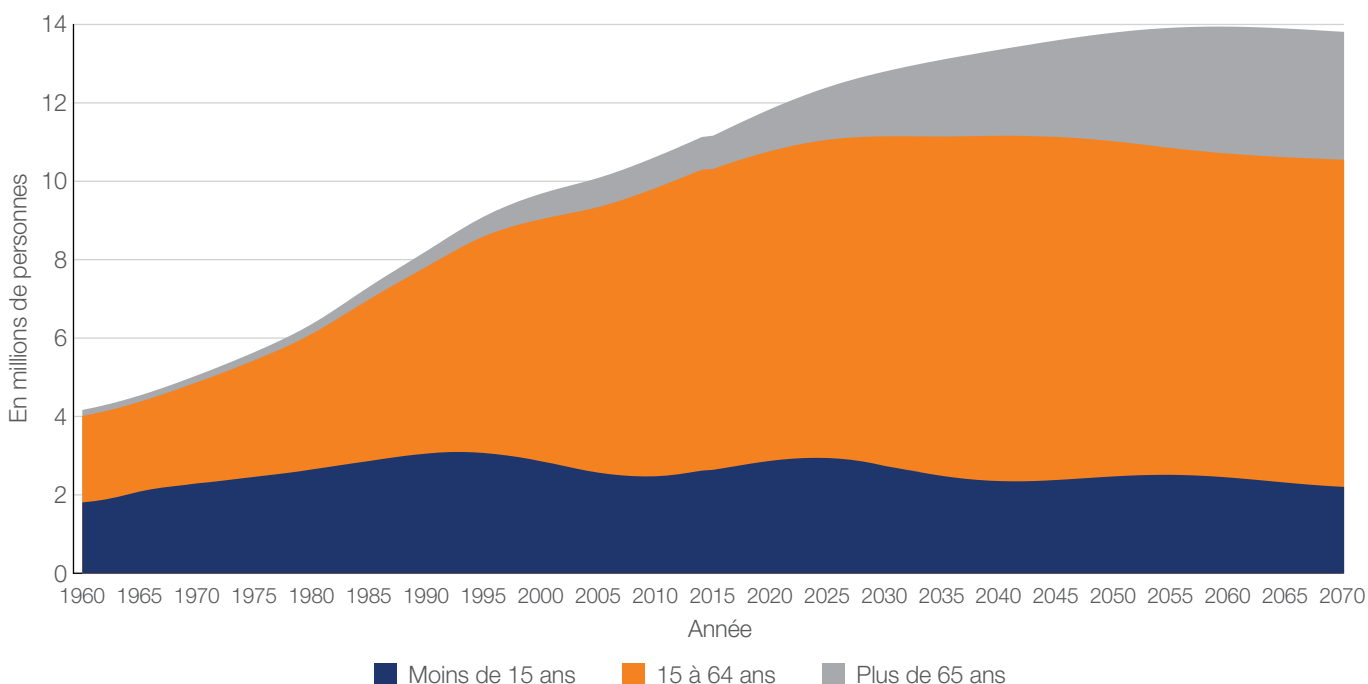
tunisienne en âge de travailler au cours des années précédant la Révolution de la liberté et de la dignité. En l'absence d'emplois et de possibilités d'emploi, cette croissance rapide s'est avérée déstabilisante, d'autant plus qu'elle s'accompagne d'une hausse des niveaux d'urbanisation et d'instruction.

Cependant, la part de la population adulte entre 15 et 29 ans, connue sous le nom de « l'explosion démographique de la jeunesse », diminue maintenant assez rapidement, ce qui modérera probablement le risque d'intensification des troubles sociaux.

La Tunisie a atteint en 2011 son dividende démographique le plus élevé, ou le rapport entre les personnes en âge de travailler et les personnes à charge, alors qu'elle comptait environ 2,3 personnes en âge de travailler par personne à charge (figure 2). Depuis, ce ratio a diminué au taux actuel de deux personnes en âge de travailler par personne à charge, et, devrait rester relativement constant jusqu'en 2040.

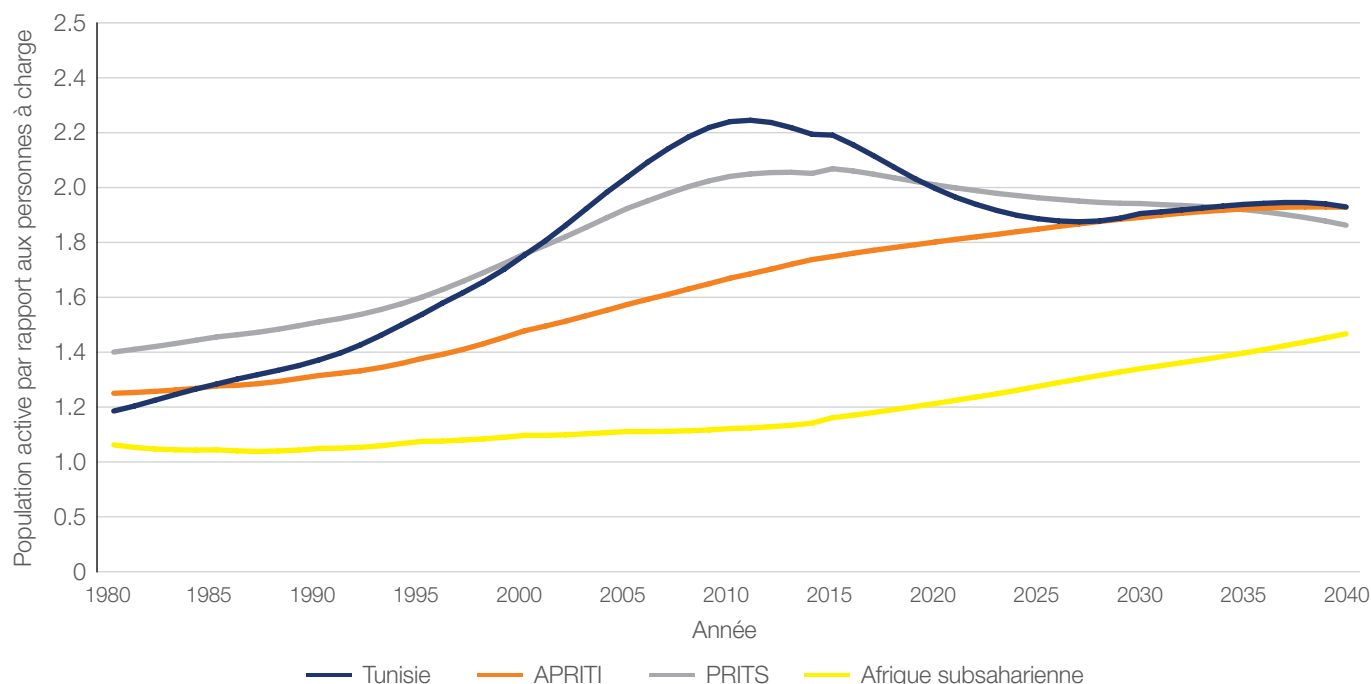
Ce ratio favorable en ce qui concerne la contribution de la main-d'œuvre à la croissance économique ne se traduit toutefois pas, comme on aurait pu s'y attendre, par une croissance des revenus.

Figure 1 : Population



Source : Version 7.45 de IFs, données historiques de la Division de la population des Nations unies

Figure 2 : Dividende démographique, Tunisie et autres groupes



Source : Version 7.45 de IFs, données historiques de la Division de la population des Nations unies

La Tunisie réalise rapidement sa transition démographique, sans avoir obtenu pour autant les avantages connexes qui accompagnent généralement des niveaux élevés d'urbanisation, de meilleurs résultats dans le domaine de la santé et des niveaux d'études élevés. Les revenus et la croissance économique globale ont chuté et les perspectives d'emploi dans le secteur formel sont rares.

L'obstacle, semble-t-il, est son système économique opaque, qui est dominé par des intérêts personnels puissants et ne permet guère de nouvelles opportunités et la concurrence. Malgré l'obtention de résultats impressionnants en ce qui concerne le capital humain, le pays n'a pas fait suffisamment sur le plan de l'emploi et de l'inclusion économique.

La prochaine décennie continuera d'offrir à la Tunisie un créneau démographique pour exploiter le potentiel économique de son importante population en âge de travailler avant que le ratio ne diminue lentement. Par la suite, le pays pourrait devoir compenser son plus faible rapport entre la population en âge de travailler et les personnes à charge, grâce à des actions telles que la réalisation d'économies plus importantes, l'accroissement des investissements et le recours accru aux technologies, dont aucune n'a réalisé par le passé de résultats particulièrement bons.

Le vieillissement rapide de la population tunisienne exigera des dépenses plus importantes pour prévenir, diagnostiquer et traiter les maladies non transmissibles (MNT), telles que le cancer, qui sont souvent plus coûteuses et nécessitent des ressources plus sophistiquées que les maladies transmissibles. La gestion simultanée du fardeau des maladies non transmissibles et transmissibles est particulièrement difficile et nécessitera une augmentation des dépenses de santé.

Économie

Croissance

La stratégie quinquennale de développement de la Tunisie, qui a été publiée en 2015, met l'accent sur le développement du secteur privé pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois, d'une société civile dynamique et de solides partenariats internationaux¹².

Cependant, jusqu'à présent, peu de progrès ont été réalisés. À l'inverse, l'augmentation des dépenses a fait passer la dette publique de 40 % du PIB en 2010 à environ 73 % du PIB en 2019, absorbant plus de 22 % du budget, bien que le déficit budgétaire ait diminué, passant de 7,4 % du PIB en 2016 à 3,9 % en 2019. Le fardeau de la dette de la Tunisie augmentera considérablement en raison de la pandémie de

COVID-19, la dette publique et extérieure devant atteindre respectivement 89 % et 110 % du PIB en 2020¹³.

L'économie tunisienne est en difficulté, en raison de la pression exercée sur le compte courant, de la diminution des réserves de change, de l'affaiblissement de la monnaie, d'un taux de chômage de plus de 15 % et de l'inflation qui se situe à environ 6,5 %.

Les considérables subventions tunisiennes accordées à l'énergie, au carburant, à l'alimentation et au transport et l'importante masse salariale dans la fonction publique aggravent les inégalités et grèvent les réserves de l'État.

Selon le FMI, « les 20 % de Tunisiens les plus riches bénéficient de 28 % de l'ensemble des subventions, tandis que les 20 % les plus pauvres n'en reçoivent que 14 %¹⁴ ». Les salaires de la fonction publique représentent le poste de dépenses publiques le plus élevé, soit environ la moitié du budget total ou 15 % du PIB tunisien¹⁵.

Depuis 2000, le taux de croissance de la Tunisie est tombé en dessous de la moyenne des APRITI, une tendance qui devrait même se poursuivre au-delà de 2040. Toutefois, le FMI a fait état d'une croissance économique d'un peu plus de 1 % en 2019, contre 2,7 % en 2018. L'impact économique du COVID-19 devrait entraîner une contraction de la croissance à

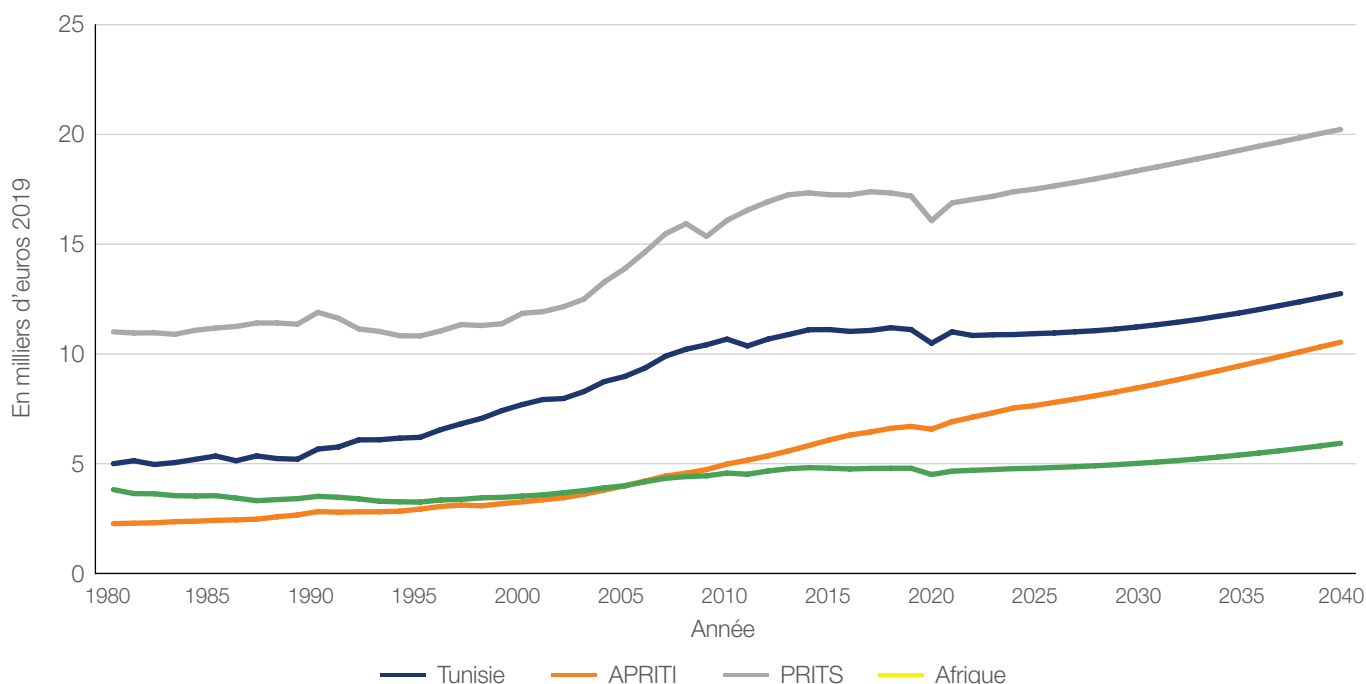
-4,3 % en 2020 et le pays connaîtra la récession la plus profonde depuis son indépendance. Sous réserve de la découverte d'un vaccin efficace, de sa production de masse et de son déploiement, le FMI s'attend à ce que la croissance mondiale rebondisse en 2021, y compris en Tunisie, dont il prévoit une croissance de 4,1 % qui évoluera plus modérément par la suite¹⁶.

Dans la trajectoire actuelle, la Tunisie connaîtra un taux de croissance économique annuel moyen de 1,9 % entre 2020 et 2040, par rapport à un taux de croissance annuel moyen de la population prévu de 0,6 %. Les revenus s'amélioreront, mais plus lentement que chez ses pairs des APRITI (voir figure 3), et l'écart entre le revenu par habitant et la moyenne des APRITI se réduirait. La Tunisie reculerait encore par rapport à la moyenne des PRITS. Cette dynamique est préoccupante, compte tenu de son importante dotation en capital humain qui devrait permettre une croissance beaucoup plus rapide des revenus.

Structure économique

Depuis 2010, le tourisme, l'industrie manufacturière et les efforts des politiques expansionnistes ont stimulé la croissance de la Tunisie¹⁷. On estime que le secteur des services¹⁸ est celui qui participe le plus au PIB (entre 50 % et 60 %) et qu'il devrait continuer de

Figure 3 : Revenu par habitant



Source : Version 7.45 de IFs, données historiques tirées des Indicateurs du développement dans le monde

dominer jusqu'en 2040¹⁹. Le tourisme, un contributeur essentiel dans le secteur des services, a souffert ces dernières années en raison des attaques terroristes et d'autres problèmes de sécurité. Il a, cependant, montré des signes de reprise depuis 2018, enregistrant un bond de 42,5 % de son chiffre d'affaires au premier semestre 2019²⁰. À l'évidence, la pandémie de COVID-19 inversera complètement cette reprise.

Selon IFs, le secteur manufacturier est le deuxième contributeur au PIB, avec une part d'environ 29 % en 2019, ce qui dépasse la moyenne des APRITI. Le pays dispose également d'un vaste secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) qui participe à hauteur de 4 % au PIB, ce qui est nettement supérieur aux moyennes des APRITI.

L'agriculture, qui représente environ 12 % du PIB, joue un rôle certes modeste mais toutefois important, tandis que le secteur de l'énergie, qui représente 2 % du PIB, y contribue faiblement. Dans la trajectoire actuelle, les contributions de l'agriculture et de l'énergie au PIB diminueront peu, quoique continuant d'augmenter en dollar absolu.

Le manque d'intégration régionale constitue une contrainte majeure pour le développement en Tunisie

Toutefois, la production industrielle a diminué, en particulier dans les secteurs de la mécanique et du textile qui ont souffert d'une baisse de la demande extérieure en raison de la concurrence de la Chine et des coûts de production élevés de la Tunisie²¹. Par ailleurs, la production de phosphate, source principale de revenus et de stocks nationaux de devises, a diminué de moitié entre 2010 et 2016, en partie en raison d'arrêts de travail et de grèves syndicales. La production de pétrole et de gaz a également presque diminué de moitié au cours de cette période²².

La performance et la rentabilité des nombreuses grandes entreprises publiques tunisiennes continuent de diminuer. Ces grands monopoles, qui dépendent d'injections continues de capitaux de l'État pour survivre, faussent les marchés et entravent la concurrence et l'innovation²³.

En outre, le déficit commercial a atteint un niveau record de 6,9 milliards d'euros en 2019, les importations dépassant 22,6 milliards d'euros (ou 63 milliards de dinars

tunisiens) et les exportations représentant 15,6 milliards d'euros (ou 43,9 milliards de dinars tunisiens)²⁴.

Compte tenu des faibles niveaux du commerce intrarégional, il n'est pas surprenant que près de 80 % des exportations tunisiennes s'effectuent vers l'Union européenne (UE) plutôt que vers ses voisins. Le manque d'intégration régionale constitue une contrainte majeure pour le développement en Tunisie et en Afrique du Nord.

Les négociations en vue d'un accord de libre-échange complet et approfondi (ALECA) entre l'UE et la Tunisie ont été lancées le 13 octobre 2015 pour incorporer l'agriculture et les services²⁵. Les négociations devraient créer de nouvelles opportunités commerciales et d'investissements et garantir une meilleure intégration de la Tunisie au marché unique de l'UE, mais l'impact intérieur est contesté²⁶.

La Tunisie dispose d'un secteur économique informel et parallèle considérable, nettement plus important que la moyenne des APRITI lorsqu'on mesure sa participation à l'économie totale ou au PIB. Une étude de la Banque mondiale mentionne que 60 % des diplômés tunisiens finissent par travailler dans le secteur informel ou sont au chômage²⁷. Ce fort niveau de l'informel limite la croissance, car les secteurs informels sont généralement moins productifs que les secteurs formels et contribuent moins aux impôts.

De nombreux Tunisiens sont contraints de travailler dans le secteur informel malgré leur niveau élevé d'éducation ; une situation qui a contribué à l'immense frustration qui a sous-tendu la révolution²⁸.

Bien que certains économistes estiment que le gouvernement compte sur le secteur informel pour réduire le chômage²⁹, l'absorption de la main-d'œuvre dans ce secteur est en réalité inférieure d'environ un tiers comparé à la moyenne des APRITI. Malgré son vaste secteur informel (en pourcentage du PIB), la part du travail informel dans la main-d'œuvre totale en Tunisie est inférieure de plus de 30 points de pourcentage à la moyenne des APRITI.

On considère que l'ampleur de l'économie informelle et parallèle de la Tunisie (estimée à 38 % du PIB en 2013) dépasse la recherche de moyens de survie et qu'elle implique une activité illicite considérable. Ceci est confirmé par une estimation de la Banque mondiale selon laquelle environ 25 % du carburant consommé en Tunisie

est acheminé clandestinement d'Algérie, où le carburant est moins cher³⁰. Une grande partie du secteur informel en Tunisie pourrait donc être décrite de manière plus appropriée comme appartenant à l'économie souterraine, consistant en des transactions sur le marché noir telles que la contrebande et le travail non déclaré. Cette situation découle en général de la non-accessibilité aux opportunités du secteur formel.

Des taxes à l'importation élevées, des réglementations dépassées et des fonctionnaires des douanes corrompus sont en Tunisie quelques-uns des problèmes qui empêchent les entrepreneurs de se conformer aux lois sur le commerce et les opérations de change. Ils contribuent également au niveau extrêmement bas du commerce formel entre les pays du Maghreb. En 2017, un ancien ministre du Commerce a estimé que la part des petites entreprises dans l'économie parallèle équivalait à une perte annuelle de 1,2 milliard d'euros pour l'État pour la seule taxe sur la valeur ajoutée³¹.

Une étude sur la prédominance du secteur informel et les défis de sa formalisation montre qu'un tiers des travailleurs et des entrepreneurs du secteur informel ont répertorié la bureaucratie, le népotisme et la corruption comme des obstacles majeurs à la formalisation³².

Néanmoins, IFs prévoit que l'économie informelle, qui représente près de 23 % du PIB en 2019, diminuera d'un peu plus de trois points de pourcentage d'ici à 2040, mais qu'elle dépassera toujours de cinq points

de pourcentage la moyenne des APRITI à l'horizon de prévision. D'un point de vue structurel, une formalisation plus rapide du secteur informel stimulerait les recettes publiques, accélérerait la croissance économique et développerait le commerce régional.

Afin d'examiner les autres raisons de la lenteur de la croissance, outre l'importance de l'économie parallèle tunisienne, nous nous penchons sur l'analyse des trois contributeurs standard à la croissance économique, à savoir la main-d'œuvre, le capital et la technologie (ou la productivité multifactorielle, PMF ; voir encadré 3).

Par rapport aux APRITI, le travail et le capital contribuent le moins à la croissance de la Tunisie, même si le travail atteindra, d'ici à 2035, la moyenne actuelle des APRITI. Parmi les trois principaux facteurs, la PMF apporte la plus grande contribution à la croissance économique en Tunisie par rapport aux APRITI et aux PRITS, comme le montre la figure 4 à intervalles de cinq ans.

La faible contribution du travail s'explique par l'écartement constant, depuis 1985, du taux de participation au travail de la Tunisie de la moyenne des APRITI, taux qui est actuellement inférieur d'environ 12 points de pourcentage. Il convient également de noter que les taux de participation des femmes sont nettement inférieurs à ceux des hommes.

La faible contribution du capital tient au fait que les investissements dans l'économie tunisienne sont inférieurs de plus de sept points de pourcentage à ceux des APRITI qui atteignent environ 20 % du PIB. Depuis la révolution

Encadré 3 : Mesurer la productivité dans la plateforme IFs

Le système de la plateforme IFs évalue la dynamique des stocks (par ex. la taille de la main-d'œuvre) et les flux (par ex. les investissements) entre le capital, le travail et la technologie, comme moyen d'évaluer et de modéliser les perspectives de croissance à long terme des pays.

La technologie est mesurée en tant que productivité multifactorielle (PMF), qui est elle-même divisée en quatre composantes : le capital humain, le capital savoir, le capital social et le capital physique. Les ajouts à la PMF initiale sont calculés au sein du système IFs, en utilisant des données d'entrées d'autres sous-modèles, tels que l'éducation.

Les prévisions de croissance représentent donc la production économique attendue de l'interaction financière entre les ménages, les entreprises et l'État sur la base à la fois d'intrants économiques directs, tels que le travail et les investissements intérieurs/étrangers, et des facteurs plus profonds, tels que le niveau de développement humain, la qualité de la gouvernance et l'infrastructure physique qui augmentent la qualité et/ou la quantité des intrants directs. De cette façon, IFs intègre des questions à plus long terme, alors que la plupart des modèles économiques mettent l'accent sur l'équilibre à plus court terme et traitent le long terme de manière exogène.

de 2011, les investissements directs étrangers (IDE) ont fortement diminué. En 2017, par exemple, les entrées d'IDE se sont élevées à 894 millions d'euros, soit une baisse de 45 % par rapport à 2012. De ce fait, le stock tunisien d'IDE a diminué, passant de 29,8 milliards d'euros en 2016 à 29 milliards d'euros en 2017³³.

Le Gouvernement tunisien a pris un certain nombre de mesures pour attirer les IDE dans des secteurs tels que l'énergie, le tourisme, le matériel de construction, les télécommunications, les finances et l'électronique. Ainsi, en 2018, le gouvernement a adopté une loi pour simplifier les procédures requises pour travailler et faire des affaires en tant qu'étranger³⁴.

En outre, en 2017, les entrées liées aux envois de fonds se sont élevées à environ 1,9 milliard d'euros, tandis que les sorties ont atteint environ 29,5 millions d'euros. En 2018, les entrées ont été estimées à plus de 2 milliards d'euros. Bien que les envois de fonds aient fortement contribué aux moyens de subsistance (consommation) en Tunisie, seule une petite partie est allouée aux investissements³⁵.

Alors que la PMF obtient de bons résultats, selon l'indice du capital humain de la Banque mondiale, la Tunisie affiche des scores inférieurs aux attentes en ce qui concerne l'éducation et les niveaux de revenus³⁶.

C'est l'un des rares pays où un niveau d'éducation élevé diminue l'employabilité, en particulier chez les femmes³⁷.

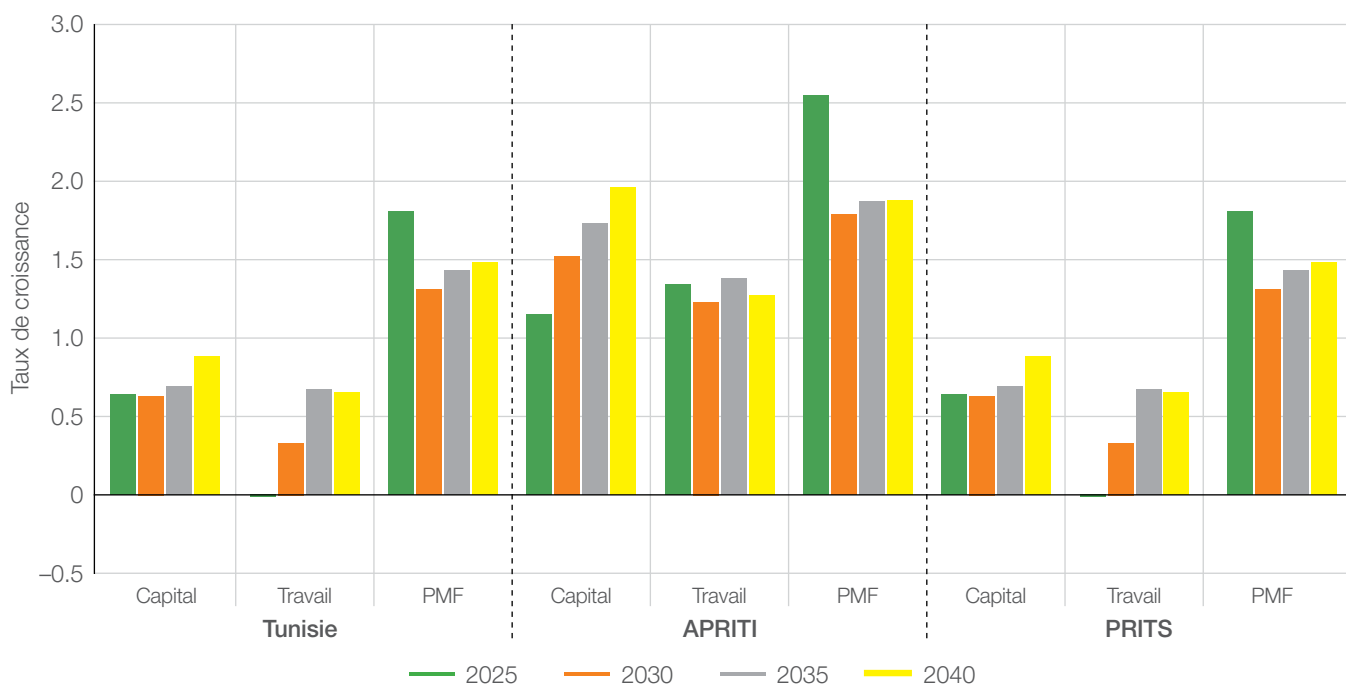
Outre les possibilités offertes dans l'économie parallèle et les obstacles à l'entrée dans l'économie formelle, l'absence d'avantages sociaux, comme le congé de maternité dans le secteur privé³⁸, explique en partie cette situation.

La Banque mondiale a estimé que le taux de chômage était d'environ 15 % en 2018 et qu'il affectait de manière disproportionnée les jeunes et les femmes. Le taux de chômage des diplômés et des femmes tourne respectivement autour de 30 % et de 25 %³⁹.

Théoriquement, le pays a un programme ambitieux de réformes législatives et une constitution progressiste. Par ailleurs, les indices sur la qualité de la gouvernance suivent de près les moyennes des PRITS plutôt que des APRITI. Mais il est également évident que l'environnement économique de l'après-2011 se caractérise par une détérioration du climat des affaires, une baisse des investissements et un abandon des investissements en capital. Au lieu de diminuer, le favoritisme semble avoir survécu à la Révolution de la liberté et de la dignité⁴⁰.

Ces dynamiques soulignent à quel point la croissance économique et les opportunités n'ont pas été à la hauteur

Figure 4 : Croissance comptabilisant la Tunisie, les APRITI et les PRITS



Source : Version 7.45 de IFs

des progrès politiques en Tunisie. Outre sa réponse à la crise de la pandémie de COVID-19 à court terme, la Tunisie devra réduire la taille de son économie parallèle, contenir son chômage, réduire sa dette publique, améliorer l'efficacité de ses dépenses publiques et s'attaquer à ses disparités sociales et régionales.

Ces défis exigent une réévaluation de son modèle de gouvernance et il faudra du temps avant que l'introduction d'une concurrence sérieuse ait un impact quelconque. La diminution des impôts et des obstacles à la participation au secteur formel et l'examen des écarts tarifaires avec les pays voisins, notamment, pourraient progressivement conduire à une augmentation des investissements et à la formalisation.

Agriculture

L'agriculture joue un rôle clé dans l'économie tunisienne. Le pays est l'un des plus grands producteurs et exportateurs d'huile d'olive au monde et l'un des rares pays africains à être entièrement autosuffisant en produits laitiers, légumes et fruits. Le secteur représente environ 12 % du PIB et emploie autour de 16 % de la main-d'œuvre tunisienne⁴¹.

Environ les deux tiers des terres conviennent à l'agriculture et sont pour la plupart cultivées par de petits exploitants⁴². Bien que les investisseurs étrangers ne puissent pas posséder de terres agricoles, ils peuvent obtenir des baux à long terme du ministère de l'Agriculture sur des terres publiques⁴³.

Toutefois, les rendements moyens des cultures en Tunisie sont faibles. Ils représentent moins de 2,2 tonnes par hectare, contre 6,3 tonnes par hectare pour les APRITI

Ces chiffres soulignent les défis du secteur agricole et le potentiel d'amélioration. De fait, les rendements n'ont guère changé depuis l'indépendance, bien que l'agriculture consomme 80 % des ressources naturelles en eau du pays⁴⁴. D'ici à 2040, les rendements moyens des cultures ne devraient atteindre que 2,8 tonnes par hectare, contre une moyenne de 7,5 tonnes par hectare dans les APRITI.

Depuis 2008, le gouvernement a renouvelé ses efforts et élaboré plusieurs stratégies économiques et sociales nationales pour faire de la production agricole et de la sécurité alimentaire des piliers clés de l'économie, mais les résultats s'avèrent décevants⁴⁵.

La Tunisie perd également plus d'un cinquième de ses récoltes, notamment en raison de gaspillages, soit environ deux points de pourcentage de plus que les pays de la région MENA et des APRITI. L'Institut national de la statistique (INS) a estimé qu'environ 900 000 unités de pain, l'aliment de base en Tunisie et dans la grande région méditerranéenne, sont gaspillées par jour, pour un montant de près de 100 millions de dinars tunisiens (soit 50,8 millions d'euros) par an.

L'INS estime également que les dépenses alimentaires liées aux céréales représentent environ 13 % des dépenses alimentaires, soit 149 dinars tunisiens (ou 53,2 euros) par personne et par an⁴⁶.

En outre, la demande agricole a excédé l'offre depuis 1966. L'Observatoire de la souveraineté alimentaire et de l'environnement (OSAE)⁴⁷ rapporte qu'un Tunisien sur deux consomme des aliments importés et que la dépendance alimentaire a dépassé 55 % de

Encadré 4 : Mesures de gouvernance

IFs tire ses mesures d'efficacité de l'administration publique et de qualité du système réglementaire du projet des indicateurs de gouvernance mondiaux (IGM) de la Banque mondiale. L'efficacité de l'administration publique « reflète les perceptions de la qualité des services publics, de la qualité de la fonction publique et du degré de son indépendance par rapport aux pressions politiques, de la qualité de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et de la crédibilité de l'engagement du gouvernement à l'égard de ces politiques ». La qualité du système réglementaire reflète les perceptions de l'aptitude du gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des règlements qui promeuvent le développement du secteur privé. Une meilleure efficacité de l'administration publique et une meilleure qualité du système réglementaire sont associées à terme pour améliorer les TIC et le capital social.

la consommation en 2019. Cette forte dépendance alimentaire, selon l'OSAE, pourrait augmenter si la Tunisie entrait dans l'ALECA, car l'accord éliminerait les obstacles qui protègent encore son agriculture⁴⁸.

Une étude de la Banque mondiale semble indiquer que la Tunisie ne dispose pas d'une politique agricole, mais plutôt d'une politique de sécurité alimentaire qui entrave de ce fait le développement de son secteur agricole. L'intervention de l'État a écarté la production des produits méditerranéens – dans lesquels la Tunisie a un avantage comparatif naturel – vers des produits continentaux moins compétitifs, ce qui maintient la productivité agricole à des niveaux sous-optimaux et empêche le secteur d'atteindre son plein potentiel⁴⁹.

En conséquence, la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires a augmenté au fil des ans, en particulier celle du blé⁵⁰. Selon l'Observatory of Economic Complexity (OEC), la Tunisie a importé des biens alimentaires pour un montant de plus de 2,1 milliards d'euros en 2017⁵¹. La FAO prévoit qu'en 2018-2019, les importations céréalières s'élèveraient en moyenne à 3,5 millions de tonnes.

Selon IFs, la dépendance vis-à-vis des importations de produits agricoles en pourcentage de la demande nette devrait passer de 30 % en 2020 à environ 19 % en 2040, comme le montre la figure 5. Du point de vue

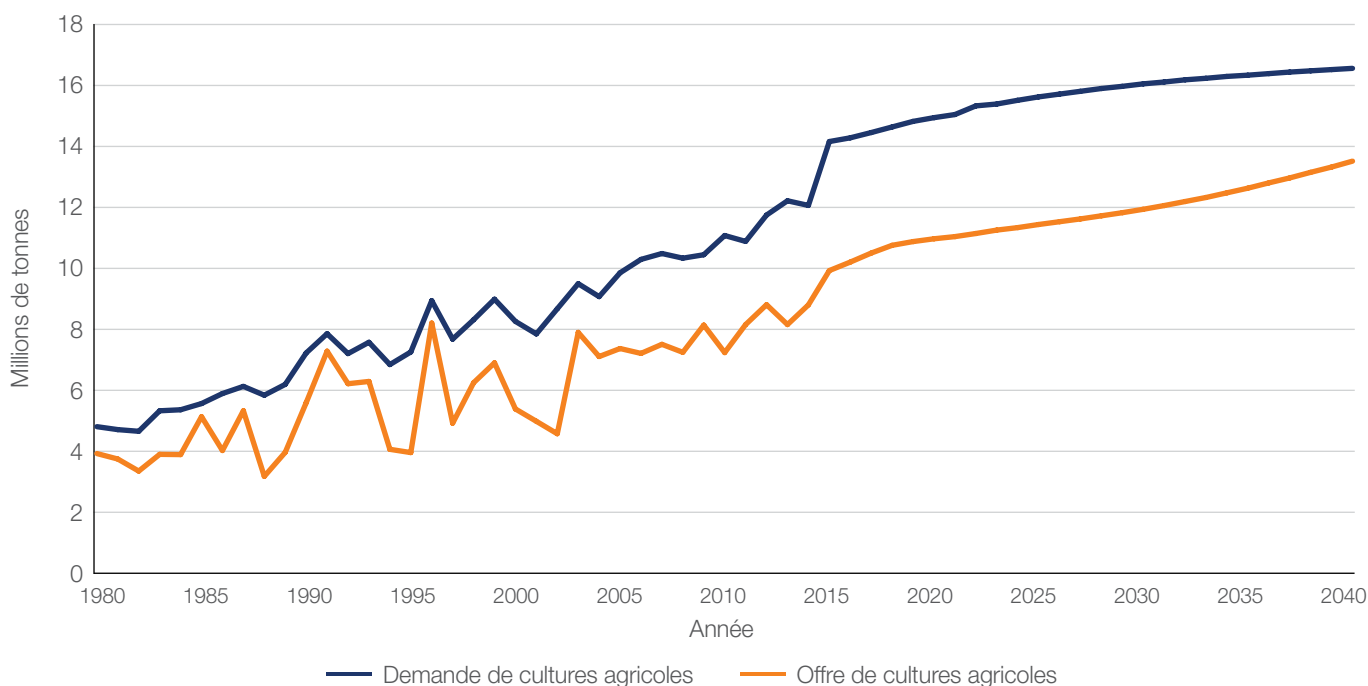
de la sécurité alimentaire, la Tunisie est vulnérable aux chocs tels que la fluctuation des cours internationaux, qui pourraient avoir un impact négatif, en particulier compte tenu de la baisse des réserves de change.

Afin de réduire la dépendance alimentaire, la Tunisie doit se doter d'une réforme agraire. L'OSAE indique que 3 % des producteurs agricoles en Tunisie possèdent chacun plus de 100 ha de terres arables, soit 30 % du total. La plupart de leurs produits sont exportés. Les 97 % restants produisent en grande partie pour le marché local et pourraient, s'ils bénéficiaient d'un meilleur soutien et de l'aide de l'État, réduire le problème de la dépendance alimentaire du pays⁵².

Le changement climatique menace également l'agriculture en Tunisie. L'USAID prévoit que l'économie tunisienne subira une baisse de la production de 2 à 2,7 milliards d'euros entre 2000 et 2030, en raison des effets combinés de l'augmentation des prix alimentaires mondiaux et de la stagnation des rendements agricoles.

Les conséquences des risques climatiques pour le secteur agricole sont notamment la baisse des rendements, l'évolution des saisons de croissance, la dégradation de la qualité des sols, l'augmentation de la salinisation des aquifères, la diminution de la disponibilité de l'eau pour l'irrigation et la hausse des prix des denrées alimentaires.

Figure 5 : Demande et offre de cultures agricoles en Tunisie en millions de tonnes



Source : Version 7.45 de IFs, données historiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Encadré 5 : Changement climatique

La Tunisie, à l'instar des autres pays de la région, est très vulnérable aux impacts du changement climatique qui dépassent le cadre de l'agriculture. Dans la mesure où 84 % de sa population occupent ses 1 150 km de côte, l'élévation du niveau de la mer, les inondations, l'érosion côtière, le réchauffement des eaux de pêche et les sécheresses comptent parmi les menaces les plus urgentes auxquelles le pays doit faire face. Outre les perturbations économiques, cette situation, sauf à ce que le gouvernement mette en place de meilleurs systèmes de gestion des catastrophes, conduira au déplacement des populations exposées et vulnérables⁵³.

La température annuelle maximale augmentera probablement de 1,5 à 2,5 °C d'ici à 2030 et de 1,9 à 3,8 °C d'ici à 2050, alors que la température annuelle minimale est susceptible d'augmenter de 0,9 à 1,5 °C d'ici à 2030 et de 1,2 à 2,3 °C d'ici à 2050. Selon les prévisions, le nombre de journées chaudes devrait augmenter d'environ 1,3 jour par an entre 2020 et 2039, et la durée des périodes de canicule augmenterait de 4 à 9 jours d'ici à 2030 et de 6 à 18 jours d'ici à 2050. Selon les prévisions, le niveau de la mer s'élèverait de 3 à 61 cm au cours de ce siècle⁵⁴.

L'élévation du niveau de la mer menace les îles de basse altitude au large des côtes de la Tunisie. Les effets du réchauffement climatique entraîneront des dégâts aux infrastructures comme les routes, les installations d'eau et d'assainissement, aggravant de ce fait les problèmes existants liés à la sécurité hydrique⁵⁵ et affaiblissant les structures côtières. Les pertes de recettes touristiques qui en résulteront auront également un impact négatif sur l'économie⁵⁶. Cette situation, conjuguée à l'instabilité politique et à d'autres facteurs, ne fera qu'augmenter la vulnérabilité au changement climatique.

Par ailleurs, le changement climatique aura un impact négatif sur la santé en Tunisie. Parmi les risques liés au climat figureront des taux de mortalité plus élevés à cause des chaleurs extrêmes, l'augmentation de la malnutrition en raison des mauvaises récoltes, la possibilité d'une propagation accrue des maladies et le manque d'accès à l'eau potable⁵⁷.

Pauvreté, inégalité et subventions

La Tunisie a déjà réalisé le premier des objectifs de développement durable (ODD) qui est l'élimination de l'extrême pauvreté, mesurée selon le seuil de 1,90 dollar US par jour. Dans les faits, moins de 1 % de sa population vit en-dessous de ce niveau de revenus. Les données disponibles montrent qu'il y a eu une réduction globale de la pauvreté pendant les années qui ont précédé la révolution de décembre 2010, grâce à la croissance économique et aux subventions alimentaires⁵⁸.

Bien qu'elle ait déjà atteint cet objectif important des ODD, la Tunisie continue à lutter contre la pauvreté et l'inégalité sociale. La figure 6 montre les progrès accomplis dans l'élimination de la pauvreté par rapport au seuil de pauvreté national de 2,60 dollars US par jour⁵⁹ et relativement au seuil de pauvreté extrême fixé par la Banque mondiale à 3,20 dollars US par jour pour les PRITI, et à 5,50 dollars US par jour pour les PRITS. Par rapport à ces trois niveaux, la pauvreté devrait augmenter jusqu'en 2030 avant de baisser progressivement jusqu'en 2040.

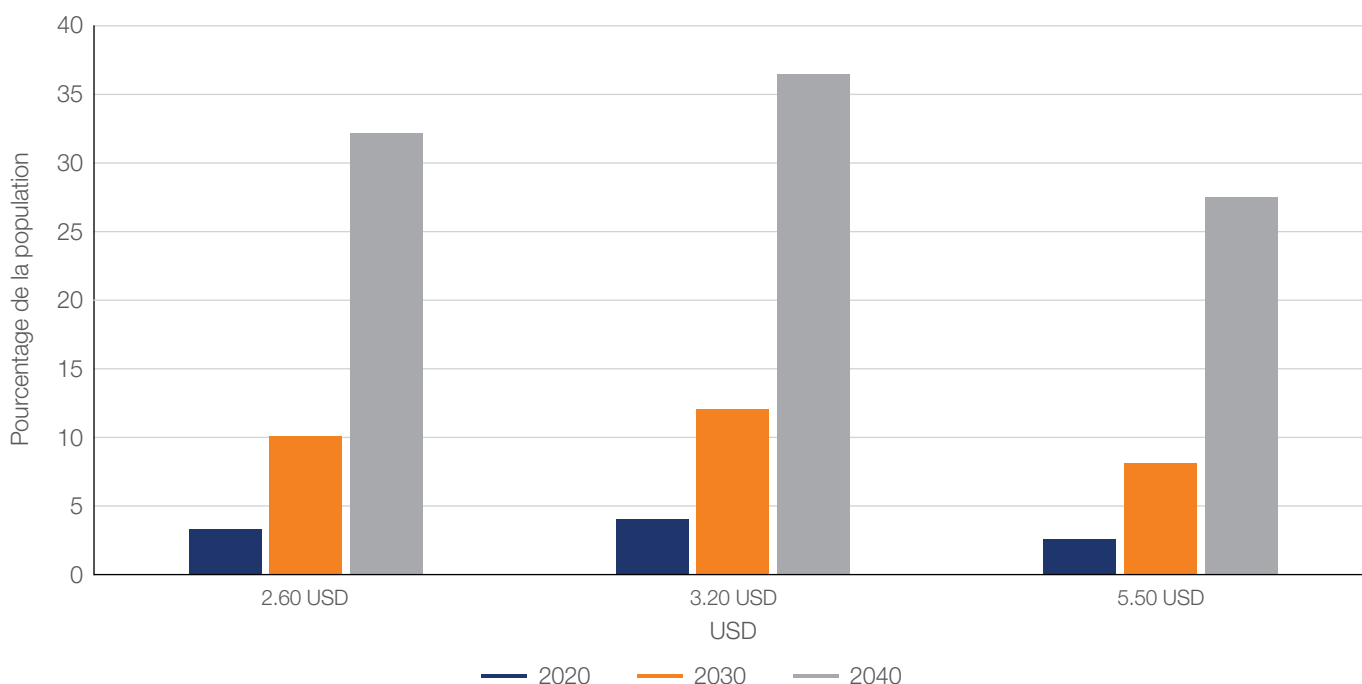
Selon l'indice de la pauvreté multidimensionnelle (IPM)⁶⁰, qui mesure 10 indicateurs des privations subies par un individu ou un ménage en matière de santé, d'éducation et de niveau de vie, environ 1,3 % des Tunisiens vivent dans la pauvreté multidimensionnelle⁶¹.

En outre, la pauvreté est plus prononcée dans les zones rurales et chez les enfants. La pauvreté chez les enfants⁶², estimée à plus de 21 %, est presque deux fois plus élevée que chez les adultes, et le taux de pauvreté rurale de 30 % est bien supérieur au taux de pauvreté urbaine qui se situe entre 5 et 12 %⁶³.

Bien que les inégalités mesurées par le coefficient (ou l'indice d'inégalité) de Gini soient en baisse et inférieures à celles des pays comparables, il existe d'importantes disparités en dehors de celles des revenus entre les hommes et les femmes et entre les régions. Les inégalités sur le marché du travail et le bien-être général continuent d'affecter de façon disproportionnée les femmes et les jeunes diplômés⁶⁴.

La Tunisie, comme de nombreux pays de la région MENA, a utilisé les subventions publiques, y compris les aides

Figure 6 : Taux de pauvreté à 2,60 USD, 3,20 USD et 5,50 USD par jour en Tunisie



Source : Version 7.45 de IFs

alimentaires, comme l'un des piliers essentiels du contrat social pour réduire la pauvreté et les inégalités. Cependant, les subventions au secteur de l'énergie ont coûté cher et menacent à présent la viabilité des finances publiques en Tunisie, où elles se sont généralement avérées inefficaces et inutiles. En effet, plus de 16 % de ces subventions bénéficient aux plus riches, contre seulement 6,1 % pour le décile le plus pauvre de la population⁶⁵.

Les tentatives de réforme de la politique de subvention, en particulier dans le secteur de l'énergie, n'ont pas été couronnées de succès, bien que les réductions prévues par le projet de loi sur les subventions soient cruciales pour diminuer le déficit budgétaire.

La Tunisie est consciente de la nécessité de passer des subventions alimentaires universelles vers des programmes d'aide sociale ciblés qui optimiseraient le budget qui leur est alloué. Une étude réalisée en 2013 par la Banque africaine de développement a examiné divers scénarios à cet effet⁶⁶. Parmi les diverses propositions, l'allocation universelle pour enfants à charge permettrait d'atténuer l'impact négatif de la réforme générale des subventions alimentaires et énergétiques tout en favorisant efficacement la réduction de la pauvreté et les investissements dans le développement du capital humain⁶⁷.

Éducation

La Tunisie a réalisé des progrès remarquables depuis l'indépendance en ce qui concerne les résultats dans le secteur de l'éducation, en investissant dans l'enseignement préprimaire et en rendant l'enseignement gratuit et obligatoire pour les élèves âgés de 6 à 16 ans. La Tunisie possède actuellement la deuxième population la plus instruite en Afrique du Nord après la Libye, et se classe neuvième parmi les pays du continent, selon le nombre moyen d'années d'études des adultes tunisiens (15 ans et plus).

Le taux d'alphabétisation des adultes dépasse juste les 80 %, ce qui en fait le 16^e taux le plus élevé d'Afrique, et le situe, respectivement, à près de 16 et 6 points de pourcentage de plus que la moyenne africaine et des APRITI.

Le nombre moyen d'années d'études de l'adulte tunisien est d'environ 8,2 années en 2020 et devrait passer à 9,6 années d'ici à 2040. Il est d'environ 7,7 années pour les Tunisiennes et de 8,8 années pour les Tunisiens. Pourtant, malgré les niveaux élevés d'éducation des femmes, la part des femmes dans la population active est, en moyenne, inférieure d'environ cinq points de pourcentage à celle des APRITI (bien que nettement au-dessus de la moyenne de la région MENA).

Sur la trajectoire actuelle, la parité des sexes pour les plus de 15 ans dans le domaine de l'éducation s'améliorera en 2040, les Tunisiens et les Tunisiennes atteignant respectivement 9,6 et 9 années d'études en moyenne. Seulement environ 22 % des adultes en Tunisie ont une éducation primaire incomplète voire aucune éducation, ce qui correspond à peu près au taux moyen de 24 % des APRITI.

L'héritage du colonialisme et la proximité de l'UE ont toutefois compliqué la progression de l'éducation en Tunisie. Depuis les années 1970, elle a connu une arabisation importante, bien que la plupart des matières scientifiques soient encore enseignées en français. La politique linguistique désigne l'arabe classique comme la langue d'enseignement aux premières étapes de l'apprentissage. Par la suite, on s'attend à ce que les élèves apprennent et passent des examens en français.

Malgré des résultats globalement impressionnants dans le secteur de l'éducation, la Tunisie rencontre des goulots d'étranglement en ce qui concerne les taux de transition et d'achèvement du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, où l'exigence d'alphabétisation en français dans des matières clés comme les sciences contribue à des taux élevés d'abandon des études.

Les taux bruts de scolarisation et de diplômés pour l'enseignement supérieur, bien généralement bons, sont touchés par ces goulots d'étranglement au niveau du secondaire.

Compte tenu des contraintes budgétaires et de la demande croissante dans l'enseignement secondaire, les

finances publiques subissent une pression considérable, mais la Tunisie continue de dépenser beaucoup plus pour l'éducation que la moyenne des APRITI.

Malgré la réussite des efforts pour accroître l'enseignement public et la scolarisation, le système rencontre maintenant des défis liés à la qualité de l'enseignement.

Les résultats des élèves ont baissé dans les mesures d'évaluation internationales, telles que le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁶⁸. En outre, les faibles résultats obtenus par la Tunisie dans le domaine de l'éducation sont mis en exergue dans l'enquête en grappes à indicateurs multiples (EGIM, ou MICS en anglais) de 2018, qui a montré que 33 % et 72 % des enfants âgés de 7 à 14 ans n'ont pas de compétences fondamentales pour les premiers en lecture ou pour les seconds en mathématiques, avec de grandes disparités selon la résidence et le statut socioéconomique.

La baisse des taux de réussite au baccalauréat (à la fin de l'enseignement secondaire) à 41 % en 2018 contre 52 % en 2016 est une autre indication des difficultés que rencontre le système éducatif

Outre des défis simples à appréhender, tels que la qualité des programmes d'enseignement et des enseignants, l'emplacement géographique crée également des différences dans les résultats scolaires.

Tableau 1 : Flux d'éducation (dernières données de 2018)

Pays/région	Primaire		Premier cycle du Secondaire		Deuxième cycle du Secondaire		Supérieur	
	Taux (brut) de scolarisation	Taux d'achèvement	Taux (brut) de scolarisation	Taux d'achèvement	Taux (brut) de scolarisation	Taux d'achèvement	Taux (brut) de scolarisation	Taux d'achèvement
Tunisie	115,4	95,5	107,7	74,9	79,7	48,7	35,3	22,5
Algérie	109,9	118,2	129,5	93,6	65,7	37,5	51,4	29,2
APRITI	105,2	95,9	85,2	67,1	60,6	35,6	26,3	25
PRITS	106,7	105,7	99,6	88,5	85,5	48,7	49,4	29,6

Source : Version 7.45 de IFs, données historiques de l'Institut des statistiques de l'UNESCO et de l'Enquête EGIM 2018 de l'UNICEF

Encadré 6 : Éducation dans IFs et définitions⁶⁹

Dans IFs, l'éducation est conceptualisée comme une filière dans laquelle les apprenants progressent du primaire au secondaire et jusqu'au supérieur (c'est-à-dire que l'achèvement d'un niveau permet d'accéder au suivant). Plus un pays peut inscrire d'apprenants à l'école primaire, plus le nombre d'apprenants susceptibles d'obtenir leur diplôme et de passer aux niveaux secondaire et supérieur est important.

Taux brut de scolarisation : nombre d'étudiants scolarisés dans un niveau d'enseignement donné, quel que soit leur âge, exprimé en pourcentage de la population de la tranche d'âge théorique qui correspond à ce niveau d'enseignement.

Taux d'achèvement : nombre de personnes appartenant au groupe d'âge ciblé qui ont achevé la dernière année d'études du niveau d'enseignement considéré, exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge théorique d'obtention de diplôme à ce niveau.

Taux brut d'obtention d'un diplôme (ou de diplômés) : nombre de diplômés, quel que soit leur âge, qui ont achevé la dernière année d'études du niveau d'éducation considéré, exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'obtention de diplôme à ce niveau.

Source : *Glossaire de l'UNESCO*, <http://uis.unesco.org/fr/glossary>

Les aménagements éducatifs et les établissements d'enseignement sont pour la plupart situés dans le Grand Tunis et le long de la côte. La pénurie de ressources éducatives, y compris de ressources humaines, dans des régions comme le Gouvernorat de Kairouan, entrave l'apprentissage. Par ailleurs, l'infrastructure éducative, comme les bâtiments scolaires, est fragile et mal entretenue, en particulier dans les zones rurales⁷⁰.

Dans l'ensemble, les programmes d'enseignement sont considérés comme dépassés par les exigences du marché du travail et les réalités économiques et sociales de la Tunisie. De surcroît, ces dernières années ont également vu une plus grande demande de l'anglais dans les milieux professionnels — une exigence à laquelle la Tunisie devra satisfaire si elle veut rester économiquement concurrentielle.

Le Plan stratégique sectoriel de l'éducation 2016-2020 de la Tunisie cherche à répondre au problème de la qualité de l'éducation. Le plan quinquennal vise à améliorer la formation des enseignants, les programmes d'enseignement et l'infrastructure éducative, ainsi qu'à promouvoir des partenariats privés. Qui plus est, la formation professionnelle est limitée en Tunisie, mais elle est nécessaire pour que le pays puisse absorber les élèves qui ne se dirigent pas vers le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et offrir des compétences indispensables pour les emplois techniques⁷¹.

Les Tunisiens sont généralement bien éduqués et les taux de scolarisation sont assez élevés par rapport aux normes mondiales. Le nombre considérable de personnes instruites sans opportunités économiques a contribué à la Révolution de la liberté et de la dignité.

Il est essentiel que le pays réforme son système éducatif, en s'assurant de sa pertinence à l'échelle mondiale et de son adaptation au contexte tunisien, s'il espère avoir des diplômés qui peuvent créer des emplois, promouvoir la croissance économique, réduire les inégalités socioéconomiques et contribuer à la stabilité sociale.

Santé

La Tunisie a introduit les soins de santé gratuits après l'indépendance, et, depuis cette période, a investi des sommes importantes dans ce secteur. En conséquence, on estime que la Tunisie a accompli sa transition épidémiologique à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Depuis lors, les maladies non transmissibles (MNT) ont été les principales causes de décès, remplaçant les maladies transmissibles.

Cependant, les services de santé ont commencé à se dégrader à la fin des années 1970, à l'apogée du régime autoritaire et à la suite de la crise financière du milieu des années 1980 en Tunisie. Malgré les difficultés de ce secteur, la grande majorité des Tunisiens ont accès aux

services médicaux et les investissements privés dans le secteur de la santé augmentent⁷².

Cette situation, positive dans l'ensemble, se reflète dans l'espérance de vie en Tunisie qui approche 78 ans en 2020, et qui devrait atteindre environ 80 ans d'ici à 2040 – soit presque quatre ans de plus que la moyenne mondiale.

La mortalité infantile est d'environ 10 décès pour 1 000 naissances vivantes et est inférieure à celle des PRITS. Selon les prévisions, le taux de mortalité infantile en Tunisie sera de 8 décès pour 1 000 naissances vivantes d'ici à 2030 et de 7 décès pour 1 000 naissances vivantes d'ici à 2040. Par conséquent, le pays n'atteindra pas l'objectif ODD de l'élimination des décès évitables de nouveau-nés et d'enfants de moins de 5 ans d'ici à 2030.

Le taux de mortalité maternelle en Tunisie est estimé à 56 décès pour 100 000 naissances vivantes – moins du tiers de la moyenne mondiale des PRITI. La trajectoire actuelle montre une réduction du taux de mortalité maternelle avec une baisse du nombre de décès à 15 pour 1 000 naissances vivantes d'ici à 2040.

La Tunisie a enregistré des progrès remarquables dans la réduction de la malnutrition, et le rapport 2019 de l'Indice de la faim dans le monde lui a attribué un score reflétant un niveau de faim « bas »⁷³. En revanche, l'obésité est devenue un grave problème en Tunisie. L'enquête tunisienne de santé par examen 2016 (THES-2016) indique que 64,5 % des Tunisiens sont en surpoids – dont 72,4 % de ce nombre sont des femmes – et que 30 % sont obèses⁷⁴.

Le développement économique et l'intensification de l'urbanisation ont été accompagnés de changements dans le style de vie et l'alimentation, ce qui a favorisé la hausse des MNT. Dans cette catégorie, les décès d'origine cardiaque et le cancer sont les causes principales de mortalité. Bien que l'importance et l'impact des MNT aient été reconnus au début des années 1990 en Tunisie, le système de soins de santé primaires est encore mal équipé pour gérer les MNT et adopter une approche concertée⁷⁵. La sensibilisation aux mesures de prévention des MNT s'avère également faible.

Parmi les maladies transmissibles, les « autres » maladies transmissibles (une catégorie fourre-tout

pour les maladies transmissibles moins prévalentes ou moins répandues dans le monde) et les infections respiratoires sont les causes principales de la mortalité. En 2020, les cas de COVID-19 menacent le système de santé qui ne dispose que d'environ 700 lits destinés aux soins intensifs dans les hôpitaux publics et privés. La prévalence très élevée des MNT est également préoccupante, malgré une population relativement jeune par rapport à celle de l'Europe.

En outre, la crise a mis en évidence les disparités régionales dans l'accès aux soins de santé. Bien que les régions marginalisées n'aient pas enregistré beaucoup de cas, on craint que sans la mise en place d'un dépistage rigoureux, l'identification claire des principales voies de transmission, le traçage des contacts et l'isolement, le virus puisse se propager plus rapidement dans ces régions⁷⁶.

Le tabagisme est en hausse parmi les hommes et les femmes en Tunisie, alors qu'il recule en Europe et aux États-Unis. En raison de l'absence de législation dans ce domaine, la proportion de jeunes qui fument demeure élevée, une tendance qui aura certainement une influence néfaste sur la mortalité au cours de la prochaine décennie, à moins que des mesures légales appropriées ne soient mises en œuvre⁷⁷.

L'espérance de vie en Tunisie approche 78 ans en 2020 et devrait atteindre environ 80 ans d'ici à 2040

Par ailleurs, le nombre de décès liés aux accidents de la route est relativement élevé. L'OMS a rapporté qu'en 2015, la Tunisie avait le taux de mortalité routière par habitant le plus élevé après la Libye, pays ravagé par la guerre⁷⁸. En 2018, l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONSR) a enregistré une baisse de près de 16 % des accidents de la route, même si les routes tunisiennes sont toujours considérées comme des pièges mortels⁷⁹.

À l'avenir, la mortalité liée aux MNT continuera à monter en flèche. La mortalité due aux maladies transmissibles baissera, mais très lentement, alors que la mortalité occasionnée par les blessures augmentera. De fait, le poids de la mortalité liée aux blessures a dépassé celui

des maladies transmissibles et cette tendance devrait se poursuivre jusqu'en 2040.

Les MNT étant plus coûteuses à diagnostiquer et à traiter que les maladies transmissibles, la Tunisie devra renforcer son secteur sanitaire et les installations/infrastructures y afférentes pour répondre à l'évolution de sa charge de morbidité.

Infrastructures de base

La Tunisie est dotée d'un système d'infrastructures de base relativement bien développé. Les services publics de base, comme l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la distribution d'électricité, les télécommunications et le transport, ont été mis en place dans le cadre d'une politique de promotion du développement économique et humain.

Eau et assainissement

La pénurie d'eau est un problème de longue date en Afrique du Nord et l'urbanisation rapide ainsi que le changement climatique ont aggravé la situation. Néanmoins, la Tunisie a enregistré un succès important en élargissant l'accès à des sources d'eau et des installations sanitaires améliorées⁸⁰. En 2018, selon les estimations, 14,2 % de la population n'avait pas accès à l'eau potable⁸¹ et seulement 3 % n'avait pas accès à une installation sanitaire améliorée — ce qui est un progrès remarquable par rapport à 2000, où 20 % des Tunisiens ne bénéficiaient pas d'un accès à une installation sanitaire améliorée⁸².

La Tunisie devra renforcer son secteur sanitaire pour répondre à l'évolution de sa charge de morbidité

Suivant la trajectoire actuelle, seuls 2 % environ des Tunisiens n'ont pas accès à l'eau potable saine, mais tous y auront accès d'ici à 2036. Les bons résultats globalement obtenus en matière de santé (décrits ci-dessus), notamment par rapport aux maladies transmissibles, sont dus à la prestation adéquate de services comme l'eau et l'assainissement.

Toutefois, la croissance démographique et la demande accrue en eau pour l'agriculture, mettent à

rude épreuve les ressources hydriques. Entre 2012 et 2013, la consommation d'eau a augmenté de 12 %, en raison principalement de l'accroissement de la population urbaine de Tunis⁸³. Au cours de l'été 2013, l'agglomération de Tunis, dont la population s'élevait à 2,5 millions d'habitants, a subi pour la première fois des coupures d'eau liées à une pénurie.

Pour éviter les pénuries d'eau à l'avenir, la Tunisie doit moderniser ses infrastructures, pratiquer des méthodes agricoles modernes et lancer des campagnes de sensibilisation sur l'utilisation durable de l'eau, afin de réduire le gaspillage de ses ressources hydriques.

Énergie et électricité

Le secteur énergétique tunisien est lourdement subventionné par l'intermédiaire d'un système complexe. En 2005, les subventions à l'énergie représentaient 3 % du PIB. En 2012, ce pourcentage s'élevait à 12 % du PIB (5 600 millions de dinars tunisiens). Le FMI et la Banque mondiale ont encouragé la Tunisie à limiter ces subventions, qui à leur avis bénéficient principalement aux riches, et à réduire les niveaux élevés des dépenses publiques⁸⁴.

La Tunisie a néanmoins atteint l'accès quasi-universel à l'électricité.

Actuellement, 97 % environ de la production d'électricité est générée par l'énergie fossile, principalement le gaz naturel national et importé, dont près de la moitié provient d'Algérie. La loi sur l'énergie de 2015 encourage les producteurs d'énergie indépendants (PEI) à investir dans les énergies renouvelables.

Depuis 2017, le gouvernement a attribué à des entreprises privées 12 projets solaires de 10 MW chacun et 4 projets éoliens de 30 MW chacun, tous en cours de construction. En 2018, la Tunisie avait une puissance installée d'environ 240 MW en énergie éolienne, 10 MW en énergie solaire et 62 MW en énergie hydroélectrique, représentant un total de 5,7 % de la production nationale d'énergie⁸⁵.

Le but du gouvernement était d'obtenir 11 % de son bouquet énergétique à partir de sources renouvelables avant 2016 et 30 % d'ici à 2030⁸⁶. Selon IFs, la Tunisie n'atteindra cet objectif qu'en 2040, ce qui souligne la nécessité de mettre en œuvre des mesures beaucoup plus fortes pour favoriser le recours aux énergies renouvelables.

Technologies de l'information et de la communication

La Tunisie est dotée de l'une des infrastructures de télécommunications les plus développées de l'Afrique du Nord, et le taux de pénétration du marché est l'un des plus élevés du continent. Pour l'année 2020, la contribution des TIC au PIB est estimée à 4,3 %. Le secteur mobile, notamment, a connu une croissance exceptionnelle depuis son introduction en 2002. En 2017, la Tunisie comptait 14,2 millions d'abonnés mobiles, avec plus de 124 abonnements mobiles pour 100 personnes.

Un réseau fédérateur de fibre optique à l'échelle nationale et une connexion internationale via un réseau de câbles sous-marins ont facilité le développement rapide de l'Internet⁸⁷. En 2017, 7,4 millions de personnes environ étaient connectées à un réseau cellulaire mobile.

Néanmoins, le secteur se caractérise par un faible niveau de concurrence dû aux barrières élevées à l'entrée. En raison de cette concurrence réduite et des restrictions imposées aux services inter-opérateurs, les consommateurs tunisiens paient des montants très élevés, qui affectent la compétitivité et l'efficacité des entreprises⁸⁸.

La Tunisie possède l'une des infrastructures de télécommunications les plus développées d'Afrique du Nord, mais les Tunisiens ne profitent pas pleinement des TIC

En conséquence, les TIC sont généralement limitées aux communications de base et ne sont pas pleinement intégrées dans l'économie. La Tunisie ne profite donc pas pleinement des avantages des TIC, bien que leur contribution à la valeur ajoutée de l'économie soit comparable à celle des PRITS et qu'elle dépasse de deux points de pourcentage la moyenne des APRITI.

Scénarios

Dans cette partie, nous compléterons les prévisions de la trajectoire actuelle (présentées dans les sections ci-dessus) quant à l'avenir probable de la Tunisie, en mettant en contraste trois scénarios supplémentaires, qui sont : Objectif croissance, Progression par bonds et Durabilité et égalité. Ces scénarios démontrent qu'il existe des voies de développement alternatives que la Tunisie peut suivre pour bénéficier d'un avenir plus prospère.

Ces trois scénarios illustrent les options qui sont à la portée des décideurs en Tunisie et présentent les divers possibilités et compromis dont il faut tenir compte. Chaque scénario présente une stratégie particulière pour faire avancer le développement (tableau 2).

Toutefois, ils font tous état de cinq réformes qui sont essentielles au progrès : l'amélioration de la gouvernance, qui implique une meilleure réglementation commerciale, une plus grande liberté économique et la diminution de la corruption ; un enseignement primaire et secondaire



ACTUELLEMENT, 97 % ENVIRON DE LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ EST GÉNÉRÉ PAR L'ÉNERGIE FOSSILE

de meilleure qualité ; une réduction des subventions accordées aux ménages plus aisés. La Tunisie doit répondre à ces cinq préoccupations fondamentales, si elle veut progresser.

Le tableau 2 est une représentation schématique des interventions. L'annexe B explique plus en détail comment ces cinq aspects ont été modélisés dans la plateforme IFs. Les interventions en jaune, en bas du tableau 2, sont présentes dans les trois scénarios. Dans les cellules en orange, bleu et vert sont présentés les résumés des interventions qui figurent dans les trois scénarios : Objectif croissance, Progression par bonds et Durabilité et égalité.

L'analyse de la trajectoire actuelle et les réactions recueillies à la suite des ateliers que nous avons tenus à Tunis nous permettent d'affirmer que :

- Les interventions relatives à la gouvernance reflètent la réussite d'un plan quinquennal ;
- L'éducation représente le produit de dix ans d'efforts soutenus, compte tenu de la lenteur pour obtenir des résultats dans ce domaine ;
- Une réforme des subventions sera progressivement mise en œuvre jusqu'en 2040.

Toutes les interventions démarrent en 2020 et s'inspirent des améliorations obtenues dans d'autres pays et régions.

Tableau 2 : Résumé des interventions sectorielles

Objectif croissance		Progression par bonds		Durabilité & égalité
Promouvoir l'exportation des produits manufacturés et augmenter le prix des produits manufacturés importés				Réduire le tabagisme et l'obésité
Augmenter les IDE et réduire les sorties d'investissements		Avoir un plus grand nombre de diplômés en sciences et en ingénierie		Améliorer les taux de passage du primaire au premier cycle de l'enseignement secondaire, d'obtention du diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire, et le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur
Réduire l'impôt sur les sociétés		Améliorer la formation professionnelle du deuxième cycle de l'enseignement secondaire		Augmenter les terres irriguées et réduire la perte et le gaspillage alimentaires
Accroître les investissements dans l'économie		Augmenter les dépenses de recherche et de développement (R&D)		Réduire le coût d'investissements (en capital) des énergies renouvelables et introduire une taxe carbone
Assurer une plus grande efficacité de la gouvernance		Mettre à disposition une bande passante plus importante pour la téléphonie fixe et mobile, et améliorer la pénétration des TIC		Augmenter les transferts sociaux à l'intention des ménages sans qualification
Élargir le réseau de routes asphaltées		Élargir le réseau de routes asphaltées		Assurer une plus grande efficacité de la gouvernance
Améliorer la réglementation commerciale				
Assurer une plus grande liberté économique				
Réduire la corruption				
Améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire				
Réduire les transferts sociaux accordés aux ménages plus aisés				

Analyse des scénarios

Objectif croissance

Le scénario « Objectif croissance » simule un avenir où la Tunisie concentre ses efforts sur la croissance économique sans se préoccuper outre mesure des conséquences, comme la détérioration de l'environnement ou les implications en matière d'inégalité et d'inclusion.

Dans ce scénario, la Tunisie augmente ses investissements grâce à l'épargne et à des politiques qui attirent les IDE. En outre, elle améliore ses infrastructures routières et la qualité de l'éducation afin d'obtenir de meilleurs résultats et de doter les étudiants de compétences adaptées au marché du travail. Plus important encore, le Gouvernement tunisien devient plus efficace. Parce que les subventions à l'énergie ont été le pilier principal de la politique industrielle et du contrat social en Tunisie, et dans d'autres pays du MENA⁸⁹, une plus grande liberté économique accompagnée de réformes afférentes peuvent compenser le recul de la nouvelle politique de subventions.

Dans le scénario « Objectif croissance », la croissance économique s'obtient par le biais d'investissements importants, appuyés par des incitations destinées à promouvoir la production industrielle (fabrication) et le commerce axé sur les exportations. Ces mesures permettent de remédier aux distorsions provoquées par les monopoles et les entreprises publiques, et de promouvoir la concurrence et l'innovation.

Les réformes simulent la redéfinition par l'État de son rôle dans l'économie, en vue de stimuler la concurrence du secteur privé dans les domaines de la production industrielle, de la santé, de l'éducation et des finances, et d'identifier les biens protégés, comme la terre et les services de base, notamment l'approvisionnement en énergie et en eau. Ces biens et activités de base ont été depuis longtemps du ressort exclusif des entreprises publiques.

Les interventions en matière de gouvernance sont particulièrement puissantes dans ce scénario. Si elles sont effectivement appliquées, d'ici à 2040 elles augmenteront de près de 93 % la taille de l'économie (soit 97,7 milliards d'euros sur 105,6) par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle pour cette année-là.

Par ailleurs, l'impact total du scénario « Objectif croissance » — à savoir, les quatre interventions en matière de gouvernance, en plus des autres interventions du scénario (énumérées à l'annexe) — entraîne une augmentation du PIB de 23 milliards d'euros en 2040 par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle pour cette année-là. L'augmentation totale cumulée est d'environ 163 milliards d'euros par rapport à la trajectoire actuelle. C'est un accroissement de près de 10 % du PIB cumulé par rapport à la trajectoire actuelle à l'horizon 2040.

Le scénario « Objectif croissance » a, en outre, pour effet d'augmenter le revenu par habitant d'environ 2 245 euros d'ici à 2040 par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle pour cette année-là.

Progression par bonds

Dans le scénario « Progression par bonds », la Tunisie profite pleinement de son capital humain et de son potentiel dans les TIC, en modernisant ses systèmes financier, éducatif, de santé et des télécommunications. C'est un avenir qui est orienté principalement sur le secteur privé, avec une libéralisation importante du secteur et l'introduction de la concurrence⁹⁰.

L'amélioration des indicateurs de gouvernance permet de fortement stimuler la croissance économique dans chaque scénario

La technologie et l'innovation transforment déjà l'Afrique, et la Tunisie suit le mouvement. La prolifération des téléphones mobiles, notamment, a complètement changé la donne. Grâce à l'utilisation des téléphones mobiles, les citoyens peuvent acheter de l'électricité en appuyant sur une touche, les agriculteurs sont plus connectés aux informations de marché et les consultations médicales peuvent se faire à distance⁹¹.

Toutefois, la réalisation du scénario « Progression par bonds » en Tunisie requiert des investissements dans les infrastructures de base comme les routes et les infrastructures TIC. Par ailleurs, la Tunisie doit investir considérablement dans la recherche et le développement (R&D), en particulier dans le domaine des sciences et de

la technologie, et créer un environnement réglementaire qui encourage le démarrage et la survie de nouveaux modèles économiques.

Dans ce scénario, des mesures ciblées sont prises pour améliorer les infrastructures TIC, l'accès à Internet et sa diffusion dans la société, et pour renforcer la capacité du gouvernement et des citoyens d'exploiter les opportunités qu'offre Internet, au-delà des fonctions d'appels et de messagerie et de l'accès aux médias sociaux. Par conséquent, il faut intégrer la technologie dans le monde des affaires et la gouvernance, et ainsi rendre plus efficace les opérations quotidiennes de l'économie tunisienne.

En outre, le scénario « Progression par bonds » améliore le niveau d'éducation, dans la mesure où il est difficile d'innover et de réaliser des avancées technologiques sans avoir une population qui soit formée dans ces domaines. Ce scénario envisage un système d'éducation de qualité, moderne et pertinent dans le contexte tunisien. Ce système d'éducation met l'accent sur les sciences et la technologie et permet d'améliorer les résultats dans les disciplines scientifiques et de l'ingénierie. Des mesures importantes en faveur de la R&D figurent aussi dans ce scénario afin de stimuler la motivation pour l'innovation.

Par ailleurs, le scénario « Progression par bonds » prône l'acquisition de compétences techniques par une formation professionnelle plus poussée. La formation professionnelle est d'une importance toute particulière pour accélérer l'adoption des nouvelles technologies afin que personne ne reste à la traîne eu égard à l'évolution rapide et constante des avancées technologiques.

En outre, le scénario « Progression par bonds » simule un environnement réglementaire plus propice grâce à des politiques favorables à l'efficacité du gouvernement, qui permet d'améliorer l'entrepreneuriat, la réglementation et la création de jeunes entreprises innovantes, ainsi que l'accès aux financements.

Ce scénario prend également en compte le rôle et la capacité des énergies renouvelables pour éviter le recours aux investissements traditionnels dans les infrastructures énergétiques. Il simule un meilleur environnement réglementaire où, associé à diverses innovations, l'accès à ce secteur ne requiert que des investissements en capital mineurs.

Le scénario « Progression par bonds » permettrait une avancée considérable du développement économique. À elles seules, les interventions en matière de gouvernance représentent près de 98 % de l'augmentation du PIB (soit 89 milliards d'euros sur 91), et l'impact combiné de ce scénario permet d'accroître le total cumulé du PIB d'environ 62 milliards d'euros d'ici à 2040, par rapport à la trajectoire actuelle.

En outre, dans les vingt prochaines années, les Tunisiens pourraient s'attendre à un revenu par habitant majoré d'environ 853 euros par rapport à la trajectoire actuelle.

Le scénario « Progression par bonds » utilise la technologie de pointe, notamment la technologie numérique et l'innovation, qui sont susceptibles de faciliter le processus de développement de la Tunisie et d'éviter le mécanisme de rattrapage traditionnel qui requiert une technologie, une conception et le développement de procédés⁹².

Le scénario « Progression par bonds » consiste à intégrer la technologie dans le monde des affaires et la gouvernance

Par conséquent, l'avancement de la Tunisie requiert l'essor de son développement technologique, le changement de sa structure économique, le renforcement de son système éducatif, l'appui aux institutions publiques par le biais de la R&D et la promotion des partenariats avec le secteur privé.

Durabilité et égalité

Dans ce scénario, la Tunisie se dirige vers le développement économique et humain sans compromettre l'aptitude à long terme des générations futures à répondre à leurs besoins. Il simule un modèle de développement qui s'efforce de promouvoir la stabilité environnementale, de faciliter l'accès aux infrastructures de base, et qui offre plus d'opportunités à tous les segments de la population.

Le scénario « Durabilité et égalité » consiste à accroître la superficie des terres agricoles irriguées et à réduire les pertes agricoles et alimentaires afin d'améliorer les rendements agricoles. Dans ce scénario, la Tunisie augmente la capacité de traitement des eaux usées

et encourage leur réutilisation ainsi qu'une meilleure gestion de l'eau alors qu'elle devrait faire face à une future crise de l'eau.

En outre, la Tunisie encourage le recours aux énergies renouvelables, en adoptant des technologies qui réduisent les investissements en capital nécessaires pour accéder à ce secteur. Pour améliorer la viabilité et le recours aux énergies renouvelables, le pays réduit progressivement les subventions à l'énergie, qui bénéficient principalement aux Tunisiens de la classe moyenne et supérieure, et augmente raisonnablement le nombre de programmes de protection sociale pour les populations vulnérables.

Par ailleurs, la Tunisie réduit le taux de tabagisme et d'obésité afin de promouvoir le développement humain et une population en meilleure santé. De surcroît, elle s'emploie à promouvoir une éducation de qualité afin de développer une main-d'œuvre qualifiée.

Ce scénario met en œuvre des mesures fortes pour assurer une meilleure gouvernance, plus efficace, notamment en vue de réduire la corruption et d'accroître la liberté économique.

Le scénario « Durabilité et égalité » permet d'éliminer la dépendance vis-à-vis des importations de produits agricoles suivant la trajectoire actuelle, en passant d'environ 19 % à environ 0,13 % de la demande nette en 2040, protégeant ainsi la Tunisie des chocs liés aux prix internationaux des denrées alimentaires et en en faisant une exportatrice nette, quoique de façon marginale.

Dans ce scénario, les interventions en matière de gouvernance représentent environ 96 % (soit 91 milliards d'euros sur 95) de la croissance du PIB générée par l'ensemble du scénario.

En 2040, la taille de l'économie s'accroît d'environ 12 milliards d'euros par rapport à la trajectoire actuelle, et, elle aura réalisé cumulativement une augmentation totale de 92,5 milliards d'euros par rapport à la trajectoire actuelle de 2020 à 2040. Le PIB par habitant se sera amélioré de 1 179 d'euros en 2040, ce qui démontre que les politiques qui respectent l'environnement et encouragent l'utilisation durable des ressources peuvent promouvoir l'innovation et le développement à long terme.

Comparaison de l'impact des scénarios

Il est évident que chacun de ces scénarios a un impact positif sur la taille de l'économie comparé aux prévisions de la trajectoire actuelle pour 2040. Dans chaque scénario, l'amélioration des indicateurs de gouvernance a un impact remarquable sur la croissance économique. Ceci démontre l'importance du déficit en matière de gouvernance, sur le plan à la fois politique et économique, comme nous l'avons souligné dans ce rapport, et les effets délétères de la mauvaise gouvernance sur le développement. La figure 7 illustre l'impact des scénarios sur le PIB.

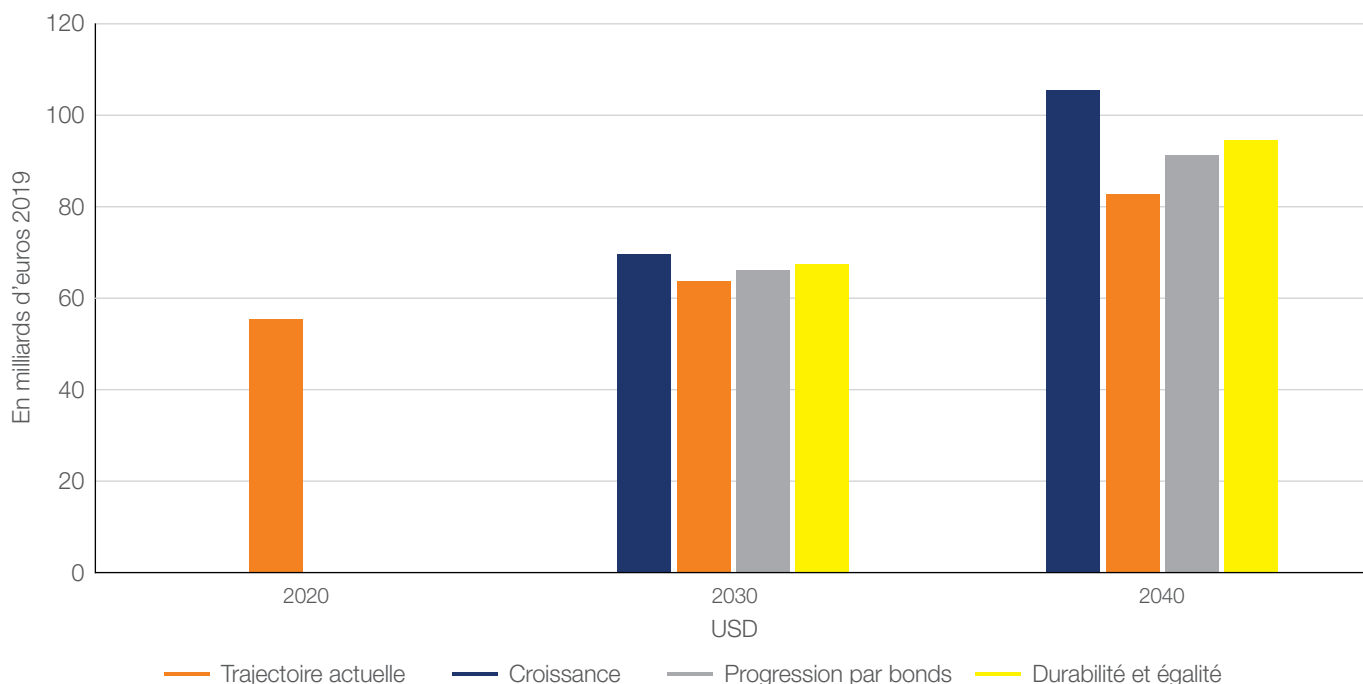
Selon les prévisions de la trajectoire actuelle pour 2040, le scénario « Objectif croissance » permet une augmentation du PIB de 27 % (soit 23 milliards d'euros), alors que dans les scénarios « Progression par bonds » et « Durabilité et égalité » elle est respectivement de 10 % (soit 8,4 milliards d'euros) et de 14 % (11,8 milliards d'euros).

L'avancement de la Tunisie requiert notamment un essor technologique et un renforcement du système éducatif

Par ailleurs, les trois scénarios réduisent tous la pauvreté extrême (selon le seuil de pauvreté fixé à 3,20 dollars US). Le scénario « Durabilité et égalité » permet d'atteindre la baisse la plus notable de la pauvreté extrême par rapport à la trajectoire actuelle (8 %) en 2040, avec seulement environ 3,6 % de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté. Le scénario « Objectif croissance » le suit de près, avec un peu plus de 4 % de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté et le scénario « Progression par bonds » enregistre environ 5 % de la population vivant sous le seuil d'extrême pauvreté.

Le nombre de personnes vivant sous le seuil d'extrême pauvreté, qui est fixé à 3,20 dollars US, aura diminué de moitié d'ici à 2040, par rapport aux niveaux enregistrés en 2020 dans les scénarios « Objectif croissance » et « Durabilité et égalité ». Dans les trois scénarios, le pourcentage de personnes qui survivent avec 2,60 dollars US par jour (seuil de pauvreté national) tombe à environ 1 %.

Figure 7 : PIB dans les quatre scénarios



Source : Version 7.45 de IFs, données historiques du FMI

Dans le scénario « Objectif croissance », la pauvreté augmentera par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle jusqu'en 2026, en raison de la réaffectation des ressources vers les investissements dans l'économie. Cependant, à partir de 2031, le pourcentage de Tunisiens vivant en-dessous du seuil de la pauvreté fixé à 3,20 dollars US baisse, davantage que dans le scénario « Progression par bonds », et, d'ici à 2040, le scénario « Objectif croissance » rejoint presque les niveaux de pauvreté du scénario « Durabilité et égalité ».

L'examen du nombre total de personnes qui échappent à la pauvreté extrême, permet d'établir que le scénario « Durabilité et égalité » donne des résultats nettement meilleurs que les autres scénarios. Les scénarios « Progression par bonds » et « Objectif croissance » ont des résultats relativement similaires. Tous les scénarios ont de biens meilleurs résultats que ceux prévus dans la trajectoire actuelle, selon laquelle plus d'un million de Tunisiens vivraient dans l'extrême pauvreté (selon le seuil de 3,20 dollars US par jour) en 2040.

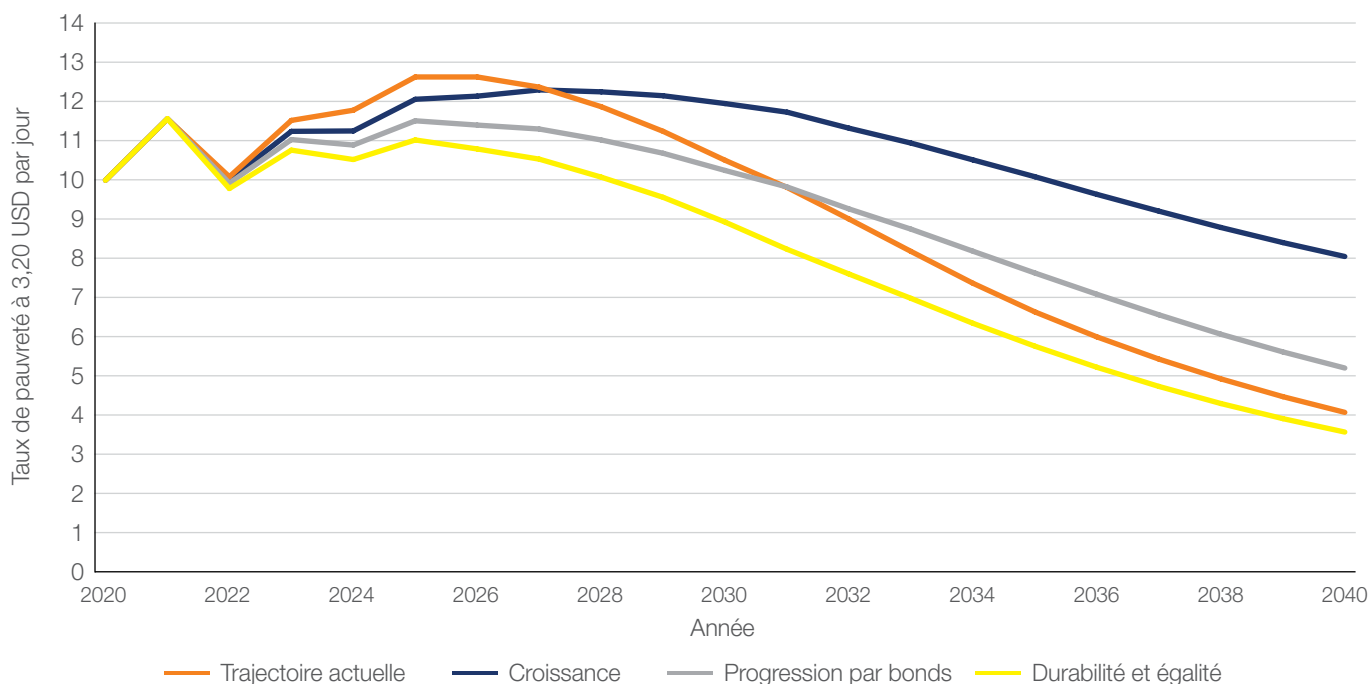
Par rapport à la trajectoire actuelle, l'inégalité mesurée en 2040 par le coefficient de Gini baisse d'environ

8,4 % dans le scénario « Durabilité et égalité », alors que dans les scénarios « Objectif croissance » et « Progression par bonds » l'inégalité diminue respectivement de 7,9 % et de 5,7 %. Toutefois, le système IFs n'explique pas entièrement l'impact de l'augmentation de l'emploi dans le secteur formel sur la réduction de l'inégalité. Par conséquent, ces impacts sont probablement sous-estimés.

Bien que l'approche des trois scénarios permette de stimuler le PIB et d'améliorer d'autres indices de développement humain par rapport à la trajectoire actuelle, le choix de l'un ou l'autre de ces scénarios est associé à certains compromis. Du point de vue de la sécurité alimentaire, le scénario « Durabilité et égalité » est le seul qui permet de réduire considérablement l'importation des produits alimentaires et de rendre la Tunisie autosuffisante en matière de production alimentaire. En conséquence, le risque des chocs liés aux prix internationaux des denrées alimentaires est un problème auquel devra faire face la Tunisie si elle choisit les scénarios « Objectif croissance » et « Progression par bonds ».

Du point de vue environnemental, les scénarios « Objectif croissance » et « Progression par bonds » augmente

Figure 8 : Extrême pauvreté dans les quatre scénarios (3,20 USD)

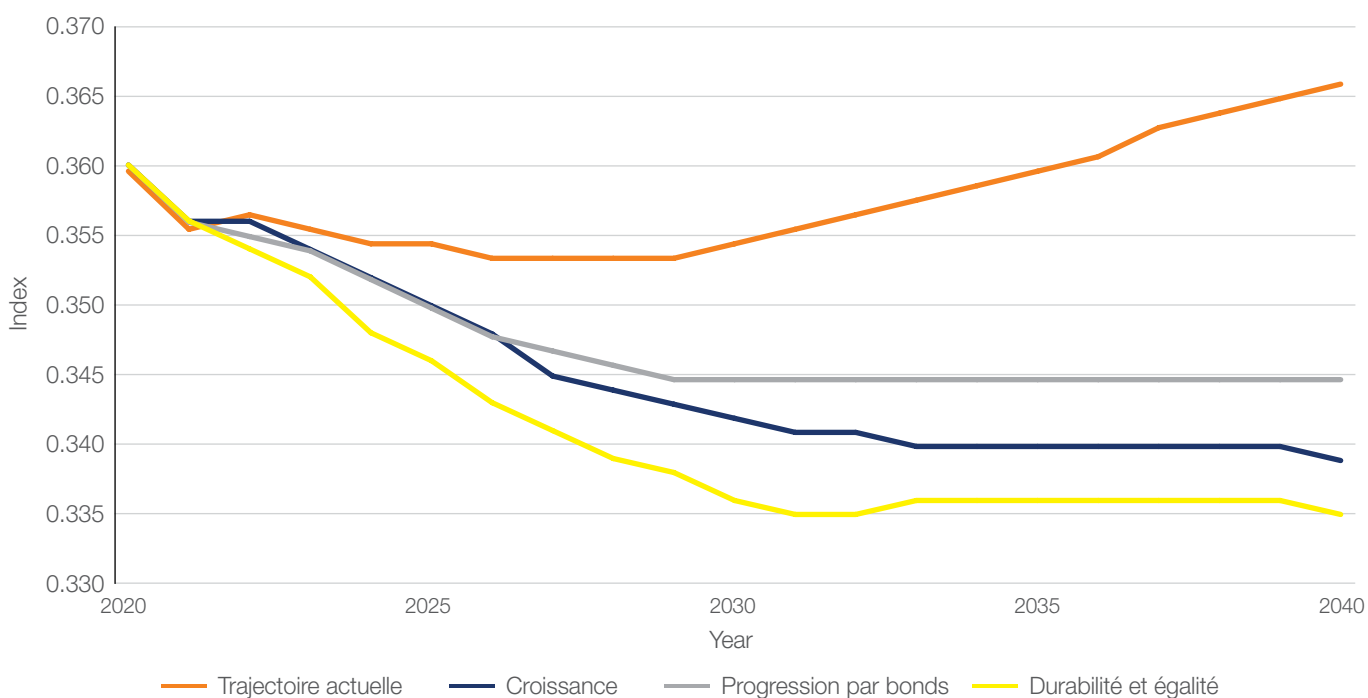


Source : Version 7.45 de IFs, données historiques issues du Fonds monétaire international

les émissions de dioxyde de carbone en Tunisie respectivement de près de 9 % et de 4 % d'ici à 2040 par rapport aux prévisions de la trajectoire actuelle pour

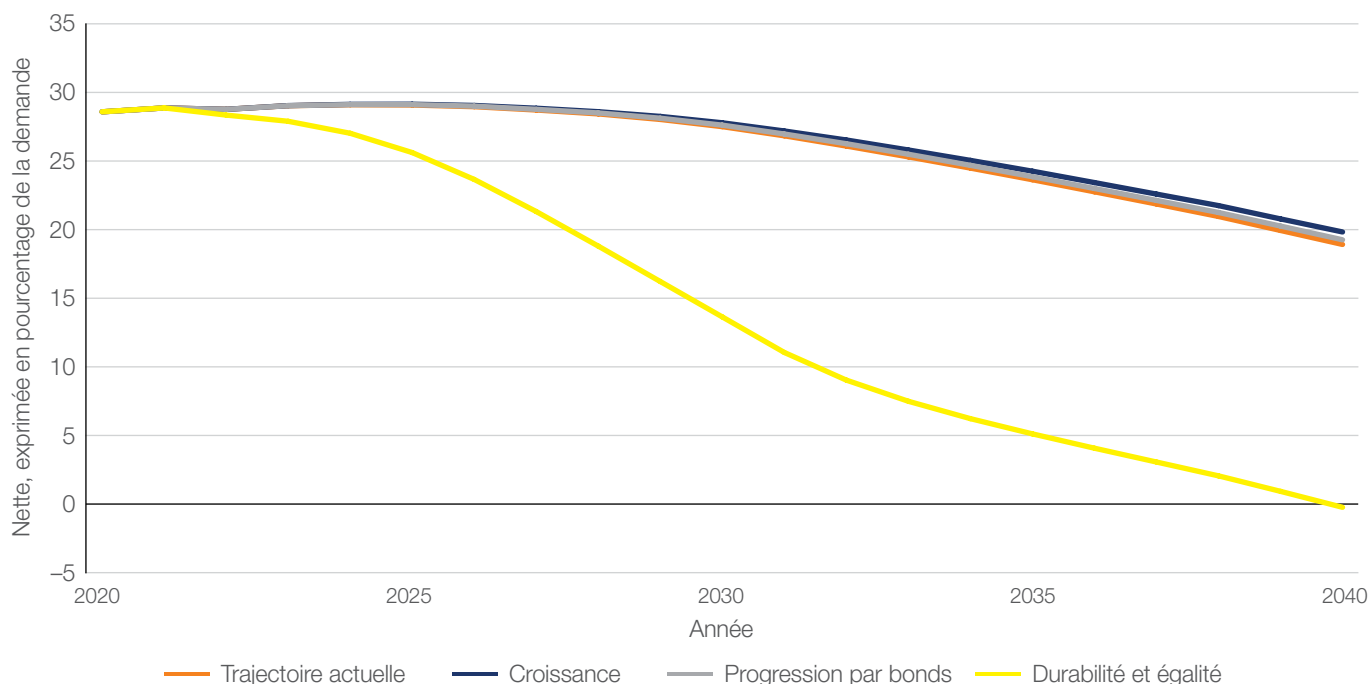
cette année-là. Le scénario « Durabilité et égalité » réduit les émissions de dioxyde de carbone de presque 7 % par rapport à la trajectoire actuelle en 2040.

Figure 9 : Inégalité dans les quatre scénarios



Source : Version 7.45 de IFs, données historiques issues des données de la Banque mondiale

Figure 10 : Dépendance vis-à-vis des importations agricoles



Source : Version 7.45 de IFs, données historiques de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Compte tenu du problème mondial du changement climatique, le pays doit considérer les compromis implicites et explicites de l'approche qu'il adoptera pour atteindre ses objectifs de développement. Qui plus est, d'ici à 2040, les trois scénarios affecteront également la demande tunisienne en eau domestique et en eau agricole. La Tunisie souffre actuellement de stress hydrique et la possibilité d'une augmentation de la consommation d'eau est une décision critique que les responsables politiques doivent affronter.

Tableau 3 : Taux de variation des besoins en eau dans les trois scénarios par rapport à la trajectoire actuelle en 2040

	Objectif croissance	Progression par bonds	Durabilité et égalité
Eau domestique	19 %	8 %	11 %
Eau industrielle	15 %	4,4 %	0,5 %
Eau agricole	-1,2 %	-0,4 %	9 %

Source : Version 7.45 de IFs, données historiques d'AQUASTAT.

Conclusion

La nouvelle administration chargée de redéfinir la trajectoire future de la Tunisie fait face à de nombreux défis, dont celui, et qui n'est pas le moindre, d'élaborer une vision du développement cohérente entre les partis fragmentés représentés au Parlement. Tous les Tunisiens devront faire preuve d'une grande compréhension, consentir à des sacrifices et prendre des décisions difficiles pour relever les défis macroéconomiques auxquels le pays est confronté.

La Tunisie, qui présente de nombreuses caractéristiques des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, est capable d'atteindre une croissance économique beaucoup plus rapide. Toutefois, elle n'a pas encore réussi à mettre en œuvre une croissance inclusive et durable, malgré les acquis politiques obtenus grâce à la Révolution de la liberté et de la dignité.

L'énorme potentiel du pays a stagné à cause d'un système économique et politique opaque, fondé sur l'exclusion, qui limite les opportunités et contraint de nombreuses personnes à opérer dans le secteur informel et l'économie parallèle. La Tunisie n'a pas une vision et une orientation claires d'un développement qui pourraient

régir, à l'avenir, l'affectation de ressources limitées. Par ailleurs, les problèmes du taux de chômage élevé, notamment parmi les diplômés universitaires, et des inégalités régionales persistent.

La mauvaise performance économique de la Tunisie est profondément ancrée dans son environnement réglementaire hautement protectionniste, la prédominance de ses entreprises publiques, une réglementation obsolète et une administration des douanes corrompue, l'absence de concurrence, un système agricole inefficace, une réglementation du travail problématique, tout ceci dans un espace social et politique confiné qui favorise l'exclusion et les inégalités. Ces facteurs se combinent pour entraver l'amélioration de la productivité et de la croissance.

Près d'un tiers des marchandises échangées sur le marché intérieur sont importées illégalement en raison de taxes à l'importation élevées et d'une réglementation mal conçue. Dans cette situation, seule une révision complète des règlements et des pratiques douanières pourrait inciter les Tunisiens à revenir vers le secteur économique formel. L'instabilité régionale est alimentée par une économie parallèle importante et une contrebande généralisée, qui sont pratiquées dans les villes situées à la frontière sud du pays, comme Ben Guerdane⁹³.

Notre analyse indique que la Tunisie ne peut se prévaloir d'aucune des trois options politiques sauf à mettre en œuvre une meilleure réglementation commerciale qui introduise la véritable concurrence, une plus grande liberté économique et moins de corruption, améliore l'enseignement primaire et secondaire et élimine les distorsions qui résultent, notamment, des subventions à l'énergie.

Ce n'est que lorsque ces questions seront réglées que la Tunisie pourra attirer plus d'IDE, réduire la pauvreté et l'inégalité, libérer son potentiel en capital humain et bénéficier d'une croissance inclusive plus rapide. À cet effet, le gouvernement doit promouvoir des mesures importantes axées sur la démocratie et la reddition des comptes dans le domaine de la gouvernance politique, conformément aux principes énoncés dans la Constitution progressiste de 2014.

La Tunisie se trouve à la croisée des chemins, et des réformes économiques et sociopolitiques radicales sont nécessaires si elle veut parvenir au développement inclusif.

En résumé :

Ouverture de l'économie : la Tunisie doit ouvrir son économie au moyen de réformes politiques qui établissent l'égalité des chances pour tous, améliorent la concurrence et éliminent les barrières commerciales qui existent sous forme de réglementation des activités commerciales. Ces mesures permettraient de stimuler considérablement la productivité et la création d'emplois pour réduire le chômage, notamment dans le secteur des services, dans lequel la Tunisie bénéficie d'un avantage comparatif. Cette transformation doit être associée à une réduction des dépenses publiques, notamment l'élimination progressive du système actuel de subventions, au profit d'un programme plus ciblé de filets sociaux à l'intention des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

La Tunisie a besoin de réformes économiques et sociopolitiques radicales pour parvenir à un développement inclusif

Formuler une politique de l'emploi et remédier à l'inégalité :

le Gouvernement de la Tunisie doit formuler une politique de l'emploi plus cohérente, afin de combattre les préjugés sexistes et les autres inégalités économiques. En outre, une politique de l'emploi progressiste, associée à un environnement des affaires beaucoup moins restrictif, une concurrence économique accrue et la diminution du nombre d'entreprises publiques permettrait de réduire la taille du secteur informel et d'accroître les recettes fiscales.

Améliorer la qualité de l'éducation : bien que le niveau de réussite dans l'éducation soit relativement élevé, le pays doit veiller à ce que les progrès réalisés sur ce plan ne s'érodent pas. Outre le maintien d'un taux de scolarisation élevé, la qualité et la pertinence de l'éducation tout au long de la filière, depuis l'enseignement primaire, sont des facteurs essentiels pour maintenir une économie forte.

Gérer les ressources naturelles et s'adapter au changement climatique :

la Tunisie souffre déjà de stress hydrique et, compte tenu des impacts prévus du changement climatique, elle sera sans doute

confrontée à des défis liés aux ressources en eau. Une utilisation correcte et efficace de l'eau par les industries et les ménages est un facteur essentiel pour atténuer ces impacts.

Améliorer la sécurité alimentaire : la Tunisie doit appliquer une politique de sécurité alimentaire qui ne compromette pas le développement du secteur agricole. En outre, elle a la capacité d'accroître les rendements agricoles et l'ensemble de sa productivité en améliorant l'efficacité de son système agricole. À cet effet, il faudrait renforcer

les aspects institutionnels en investissant dans les infrastructures immatérielles et matérielles (comme la propriété foncière, l'accès aux services financiers et aux systèmes de transport).

La Tunisie dispose des bases structurelles requises pour faciliter une croissance soutenue et robuste. Elle doit désormais entreprendre des réformes exhaustives et volontaires, afin de libérer le potentiel de croissance économique et assurer une répartition équitable des opportunités pour tous les Tunisiens.

Remerciements

Outre une recherche documentaire approfondie, l'équipe de projet a mené deux ateliers de consultation d'experts à Tunis au cours de l'année 2019. Nous tenons à remercier le personnel de l'UNICEF à Tunis, notamment Lila Pieters (coordonnatrice résidente), Silvia Chiarucci (représentante adjointe pays) et Samir Bouzekri (spécialiste en politiques sociales), ainsi que les nombreux partenaires et spécialistes qui ont participé à ces ateliers, pour leurs précieuses contributions à notre analyse. Le rapport final a également bénéficié des nombreuses remarques du Professeur Jelel Ezzine, ancien Directeur général de la coopération internationale au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que des contributions de Taylor Hanna du Centre Frederick S Pardee à Denver, Colorado.

Annexe A : Fichier de données de projet

Pour élaborer ce rapport, nous avons utilisé un fichier de données de projet pour remplacer certaines données de IFs par des données soit plus récentes, soit provenant d'une autre source, comme le Bureau national des statistiques. Certaines des séries suivantes n'ont peut-être pas été actualisées dans IFs à partir de sources internationales. Nous avons pu obtenir des données récentes de l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (EGIM, ou MICS en anglais) de 2018, menée par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Institut national de la statistique (INS) en Tunisie, pour certaines séries.

Série	Autre source/raisonnement
EdPriCompletionFemale%/Male%/Total	Enquête à partir des données de l'enquête EGIM (ou MICS en anglais) de l'UNICEF
EdSecAdultGrads15Female%/Male%/Total%	Enquête à partir des données de l'enquête EGIM de l'UNICEF
EdSecLowerGradRateAllFem/Mal/Tot	Enquête à partir des données de l'enquête EGIM de l'UNICEF
IncBelow1D90c%WDI	Dernière mise à jour des données sur les indicateurs du développement dans le monde (IDM)
InfMortRateIHME	Enquête à partir des données de l'enquête EGIM de l'UNICEF
LandCrop	Institut national de la statistique (INS), Tunisie
LandIRArea	Institut national de la statistique (INS), Tunisie
PolityDemoc	Données du Center for Systemic Peace
PovertyGap\$1c90perday	Dernière mise à jour des données sur les IDM
WSSJMPSanitationTotal%Improved	Enquête à partir des données de l'enquête EGIM de l'UNICEF
WSSJMPWaterTotal%Improved	Enquête à partir des données de l'enquête EGIM de l'UNICEF

Ajustements de la trajectoire actuelle

Série	Ajustement dans IFs	Raisonnement/justification
gdpadjsw	Établi à 0	Active les spécifications exogènes du PIB.
gdprext, taux de croissance du PIB, cible exogène (en %)	Fixé à 1,249 en 2016, 1,918 en 2017, 2,664 en 2018, 1,043 en 2019, -4,276 en 2020 et 4,087 en 2021 avant de revenir à -100 (ce qui le renvoie aux prévisions de IFs) en 2022.	La plateforme IFs impose de manière exogène les projections de croissance du PIB du FMI sur 2 ans (2020 et 2021). Les prévisions étaient trop agressives compte tenu de l'évolution de la pandémie de COVID-19 et de son impact potentiel sur la croissance. Nous avons mis à jour les données de 2020 et 2021 avec la dernière projection du FMI qui suppose que la pandémie s'estompe au second semestre 2020 et que les efforts de confinement peuvent être progressivement assouplis à des niveaux raisonnables.

Annexe B : Scénarios

Toutes les interventions commencent en 2020, sauf indication contraire.

Interventions communes aux trois scénarios

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Econfreem (multiplicateur de liberté économique)	Améliorer la liberté économique	Interpoler à 1,2 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 6,3 à 7,6 2031 – de 6,3 à 7,6 2040 – de 6,4 à 7,6	Augmente l'indice de liberté économique établi par Fraser d'environ 21 % entre 2021 et 2026. La Zambie a amélioré la liberté économique de 53,5 % entre 1990 et 1995 et a maintenu cette croissance pendant plus de 15 ans.
Govcorruptm (multiplicateur de corruption du gouvernement)	Réduire la corruption du gouvernement	Interpoler à 1,3 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 3,8 à 5,2 2031 – de 3,9 à 5,1 2040 – de 4,1 à 5,3	Réduit la corruption de près de 37 % entre 2021 et 2026. Le Nigéria a augmenté son indice de perception de la corruption de 58,3 % entre 2000 et 2005. Il a connu une progression soutenue pendant plus de 6 ans.
Govregbusindm (multiplicateur de l'indice de réglementation des affaires)	Améliorer l'indice de réglementation des affaires	Interpoler à 0,85 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	Pas de série spécifique pour cette intervention	Améliore les conditions requises pour créer une entreprise et renforce la qualité de la réglementation. La Côte d'Ivoire a réduit son indice réglementaire de 51,4 % entre 1997 et 2002.
Govhhtnwm-skilled (transferts sociaux du gouvernement aux ménages qualifiés)	Réduire le taux de transferts aux personnes qualifiées (classe moyenne et supérieure)	Interpoler à 0,2 d'ici à 2040	2026 – de 10,7 % à 9,9 % du PIB 2031 – de 10,6 % à 8,9 % du PIB 2040 – de 10,7 % à 7,5 % du PIB	Parmi les pays africains à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, la Tunisie a actuellement la deuxième part la plus élevée du PIB allouée aux transferts aux ménages. Le pays bénéficie également de subventions gouvernementales au carburant très élevées qui reviennent principalement au segment de la classe moyenne et supérieure de la population. Réduit les transferts sociaux de 3,1 points de pourcentage entre 2021 et 2040. Au cours de son exercice 2019-2020, l'Égypte diminue les subventions au carburant de 40,5 % et les subventions à l'électricité de 75 %.

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Edqualpriallm (qualité de l'enseignement primaire, multiplicateur)	Améliorer la qualité de l'enseignement primaire	Interpoler à 1,1 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 38,3 à 40,2 2031 – de 38,8 à 42,7 2040 – de 40,3 à 44,3	La qualité de l'éducation se détériore dans le pays en raison de l'insuffisance des infrastructures, des ressources humaines et du matériel pédagogique. Améliore la qualité de l'enseignement primaire de 10 % en 2031.
Edqualsecallm (qualité de l'enseignement secondaire, multiplicateur)	Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire	Interpoler à 1,1 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2031 – de 46 à 50,6 2040 – de 47,4 à 52,1	La qualité de l'éducation se détériore dans le pays en raison de programmes d'enseignement qui ne correspondent pas au marché du travail, de la langue d'enseignement et de la répartition inadéquate et inégale des infrastructures et du matériel pédagogique. Améliore la qualité de l'enseignement secondaire de 10 % en 2031.

Objectif croissance

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Goveffectm (multiplicateur d'efficacité de gouvernance)	Améliorer l'efficacité gouvernementale	Interpoler à 1,3 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 2,5 à 3,3 2031 – de 2,6 à 3,4 2040 – de 2,7 à 3,7	La Tunisie dispose d'une administration publique et d'une prestation de services très bureaucratique. Cette intervention améliore l'efficacité gouvernementale d'environ 30 % entre 2021 et 2026. La Côte d'Ivoire a amélioré son efficacité gouvernementale de 49,8 % entre 2010 et 2015.
Infraroadpavedpcntm (% de routes asphaltées)	Augmenter le pourcentage de routes asphaltées	Interpoler à 1,3 d'ici à 2040	2026 – de 78,4 % à 84,5 % 2031 – de 78,6 % à 90,9 % 2040 – de 78,8 % à 100 %	Augmente le pourcentage de routes asphaltées à 100 % d'ici à 2040, soit une amélioration de 22 points de pourcentage par rapport à 2021, pour l'aligner sur la moyenne mondiale.
Firmtaxrm (multiplicateur du taux de l'impôt sur les sociétés)	Réduire l'impôt sur les sociétés	Interpoler à 0,85 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 2,8 Mrd à 2,4 Mrd 2031 – de 3,2 Mrd à 2,7 Mrd 2040 – de 4 Mrd à 3,5 Mrd	La Tunisie dispose d'une fiscalité complexe associée à la facilité de faire des affaires dans le pays ; la réduction des impôts pourrait attirer les IDE. Cette intervention réduit d'abord le montant de l'impôt, mais elle attirerait les investissements et favoriserait la création d'emplois. Entre 2020 et 2025, cette intervention augmente l'impôt sur les sociétés d'environ 300 millions USD. L'Égypte perçoit davantage d'impôts sur les sociétés que la Tunisie, parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Invm (multiplicateur d'investissements dans l'économie)	Améliorer les investissements	Interpoler à 1,1 d'ici à 2026 et augmenter à 1,2 d'ici à 2040	2026 – de 18,1 % à 19,9 % du PIB 2031 – de 17,8 % à 20,5 % du PIB 2040 – de 18,9 % à 23,2 % du PIB	Augmente les investissements (1,9 point de pourcentage du PIB) et la formation brute de capital (ou investissements bruts) de 10,5 % en 2026 ; accroît l'épargne des administrations publiques de plus de 4 points de pourcentage du PIB en 2040. Le ratio investissements au PIB (ou coefficient d'investissements) en Tunisie est inférieur à celui de pays comme Djibouti, les Comores, le Lesotho, la Mauritanie, le Cap Vert, le Cameroun, le Sénégal, la Zambie et le Maroc.
Xfdifinm (investissements directs étrangers, flux d'investissements de l'étranger, multiplicateur)	Améliorer l'entrée d'IDE	Interpoler à 1,3 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 3,28 à 3,35 2031 – de 3,4 à 3,6 2040 – de 3,7 à 3,9	Les entrées d'IDE en Tunisie ont diminué depuis la révolution. Améliore les entrées d'IDE, exprimées en pourcentage du PIB, de presque 4 % en 2031. La Zambie a augmenté ses entrées d'IDE de 4,25 points de pourcentage entre 2005 et 2010.
Xfdioutm (investissements directs étrangers, flux d'investissements à l'étranger, multiplicateur)	Réduire la sortie d'IDE	Interpoler à 1,1 d'ici à 2026 et à 1,2 et maintenir jusqu'en 2040	2026 2031 2040	Augmente l'amélioration des entrées d'IDE pour permettre aux entreprises de perdurer et d'encourager les investissements intérieurs.
Xshift (évolution des exportations en raison de leur promotion – produits manufacturés)	Augmenter les exportations	Interpoler à 0,02 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 29,2 Mrd à 29,5 Mrd 2031 – de 32,6 Mrd à 33,3 Mrd 2040 – de 39 Mrd à 40,9 Mrd	Augmente les recettes d'exportation d'environ 34 % de 2021 à 2031.
Protecm (protectionnisme dans le commerce, multiplicateur des prix à l'importation – produits manufacturés)	Réduire les importations	Interpoler à 1,2 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 28,6 Mrd à 28,8 Mrd 2031 – de 31,5 Mrd à 27,6 Mrd 2040 – de 40,2 Mrd à 33,3 Mrd	Encourage la fabrication en restreignant les importations. Réduit les dépenses d'importation de plus de 6,8 milliards de dollars US en 2040 (entre la TA et le scénario).

Progression par bonds

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Randdexpm (multiplicateur des dépenses de R&D (total))	Augmenter les dépenses consacrées à la recherche et au développement (R&D)	Interpoler à 1,2 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 0,339 Mrd USD à 0,4 Mrd USD 2031 – de 0,415 Mrd USD à 0,417 Mrd USD 2040 – de 0,505 Mrd USD à 0,511 Mrd USD	La recherche et développement est un pilier clé et stratégique de la promotion de la science et de l'innovation. Augmente les dépenses de R&D de plus de 4 % entre 2021 et 2031.

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Ictbroadm (multiplicateur des TIC à large bande — ou haut débit)	Améliorer le taux de pénétration de la large bande	Interpoler à 1,2 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 13,9 à 16,7 2031 – de 19,1 à 22,9 2040 – de 30,7 à 36,9	La Tunisie dispose déjà d'une infrastructure TIC relativement bonne. La création d'un meilleur accès à Internet contribuera à accroître d'autant l'utilisation de la technologie. Augmente les abonnements pour 100 personnes de près de 50 % de 2021 à 2026. La République du Cap Vert a augmenté la large bande fixe pour 100 abonnements de 390 % entre 2007 et 2012.
Ictbroadmobilm (multiplicateur de TIC mobiles à large bande)	Améliorer le taux de pénétration de la large bande mobile	Interpoler à 1,2 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 133,2 à 141,2 2031 – 149 2040 – de 153,5	Permet un meilleur accès à Internet pour les mobiles. Augmente les abonnements pour 100 personnes d'environ 32 % entre 2021 et 2026. Le Ghana a augmenté le haut débit fixe pour 100 abonnements de plus de 850 % entre 2010 et 2015. La Tunisie a réalisé des progrès encore plus importants au cours de cette période.
Ictintnetbwpum (multiplicateur de la bande passante Internet par utilisateur)	Améliorer la bande passante par utilisateur	Interpoler à 1,3 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	Aucune série spécifique pour cette intervention	
Ictindexm (multiplicateur de l'indice des TIC)	Améliorer l'omniprésence des TIC	Interpoler à 1,2 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	Voir ci-dessus	Étend à plus grande échelle l'utilisation d'Internet et de la technologie pour d'autres secteurs productifs de l'économie tunisienne.
Ictcybbenefitm (multiplicateur des avantages informatiques TIC)	Améliorer les avantages des TIC	Interpoler à 1,3 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	Voir ci-dessus	Voir ci-dessus
Edsecupprvocadd (facteur supplémentaire de la part de l'enseignement professionnel dans le deuxième cycle secondaire)	Améliorer la formation professionnelle dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire	Interpoler à 3 d'ici à 2030 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 11 % à 12,5 % 2031 – de 11 % à 14 % 2040 – de 11 % à 14,1 %	Crée d'importantes compétences techniques qui sont rares dans le pays.
Edtersciेशradd (part des diplômés en sciences et ingénierie de l'enseignement supérieur, facteur supplémentaire)	Améliorer le taux de diplômés en sciences et ingénierie	Interpoler à 3 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 26,1 à 27,6 2031 – de 25,9 à 28,9 2040 – de 25,5 à 28,5	Améliore la part des étudiants qui étudient les sciences et les études techniques, comme l'ingénierie, de 4,4 % de 2021 à 2026.

Durabilité & égalité

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Goveffectm (multiplicateur d'efficacité de la gouvernance)	Améliorer l'efficacité gouvernementale	Interpoler à 1,2 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 2,5 à 2,75 2031 – de 2,6 à 2,8 2040 – de 2,7 à 3	Augmente l'efficacité gouvernementale de 10 % en 2026.
Govhhtrnwelm-unskilled (transferts sociaux du gouvernement aux ménages non qualifiés)	Augmenter les transferts aux non-qualifiés (aux pauvres et aux vulnérables)	Interpoler à 1,1 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 10,7 % à 11 % du PIB 2031 – de 10,6 % à 11,2 % du PIB 2040 – de 10,7 % à 11,3 % du PIB	Augmente les transferts sociaux de 0,6 points de pourcentage entre 2021 et 2040.
Qem-Q (ratio coûts en capital / production) dans le multiplicateur des énergies (OthRenew)	Réduire le coût en capital des énergies renouvelables	Interpoler à 0,85 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 14,3 à 18,1 2031 – de 27,3 à 43,3 2040 – de 57,4 à 74,2	En raison des subventions élevées aux prix de l'énergie et de l'électricité, le coût d'investissements dans les énergies renouvelables reste élevé en Tunisie. Augmente la production des énergies renouvelables en pourcentage du total, de plus de 36 points de pourcentage entre 2021 et 2031.
Carbtax (taxe carbone-dollars/tonne)	Augmenter la taxe carbone	Interpoler à 400 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 0,0090 à 0,0092 2031 – de 0,0095 à 0,0097 2040 – de 0,0101 à 0,0097	Réduit les émissions de dioxyde de carbone d'environ 4,5 % entre 2021 et 2031.
Landirareaequipm (multiplicateur de la superficie des terres irriguées)	Augmenter la superficie des terres irriguées	Interpoler à 1,2 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 436,6 à 459,8 2031 – de 436,6 à 470,2 2040 – de 439,3 à 481,2	Augmente la superficie des terres irriguées en hectares, de 4,5 % entre 2021 et 2026.
Aglosstransm (multiplicateur du taux de perte agricoles, lors de leur passage du producteur au consommateur)	Réduire les pertes agricoles du producteur au consommateur	Interpoler à 0,8 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 21,6 % à 20,7 % 2031 – de 21,2 % à 19,5 % 2040 – de 19,8 % à 18,2 %	La Tunisie a le niveau de gaspillage alimentaire le plus important des APRITI et d'autres pays de la région MENA. Réduit le gaspillage de la production à la consommation.
Aglosconsm (multiplicateur du taux de gaspillage de la consommation agricole)	Réduire le gaspillage alimentaire au niveau de la consommation	Interpoler à 0,8 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	Voir ci-dessus	La Tunisie gaspille plus de 100 millions USD de denrées alimentaires, dont principalement le pain (qui est aussi l'aliment de base tunisien).

Paramètre	Définition	Ajustement dans IFs	Importance du changement (TA et intervention)	Raisonnement/Référence
Edseccupprtram (multiplicateur du taux de passage au deuxième cycle de l'enseignement secondaire)	Améliorer le taux de passage au deuxième cycle de l'enseignement secondaire	Interpoler à 1,2 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 99,6 % à 100 % 2031 – de 99,7 % à 100 %	Augmente le passage au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, à 100 % d'ici à 2031.
Edseclowrgram (multiplicateur du taux d'obtention d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire)	Améliorer le taux d'obtention d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire	Interpoler à 1,2 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 75,3 % à 83 % 2031 – de 76,3 % à 92,1 % 2040 – de 80,7 % à 96,4 %	Augmente l'obtention d'un diplôme du premier cycle de l'enseignement secondaire de plus de 16 points de pourcentage (22 %) entre 2021 et 2031.
Edseccupprgram (multiplicateur du taux d'obtention d'un diplôme du second cycle de l'enseignement secondaire)	Améliorer le taux d'obtention d'un diplôme du second cycle de l'enseignement secondaire	Interpoler à 1,2 d'ici à 2031 et maintenir jusqu'en 2040	2026 – de 54,1 % à 59,5 % 2031 – de 57,2 % à 66,7 % 2040 – de 65,1 % à 77,5 %	Augmente l'obtention du diplôme d'études secondaires supérieures de plus de 17 points de pourcentage (33 %) entre 2021 et 2030.
Edsterintm (multiplicateur du taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur)	Améliorer le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur	Interpoler à 1,3 d'ici à 2040	2026 – de 36,3 % à 36,4 % 2031 – de 36,8 % à 37,5 % 2040 – de 40,6 % à 42,1 %	Améliore la scolarisation tertiaire de 1,6 point de pourcentage (15 %) entre 2021 et 2031.
Wastewatertreatedm (multiplicateur des eaux usées traitées - Km ³)	Augmenter le taux des eaux usées traitées	Interpoler à 1,3 d'ici à 2040	2031 – de 0,23 à 0,26 2040 – de 0,25 à 0,33	Augmente le traitement des eaux usées d'environ 44 % entre 2021 et 2040.
Hlsmokingm (multiplicateur du taux de tabagisme)	Réduire le taux de tabagisme	Interpoler à 0,8 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	Nombreux effets du tabagisme	Réduit le tabagisme.
Hlobesitym (multiplicateur du taux d'obésité)	Réduire le taux d'obésité	Interpoler à 0,8 d'ici à 2026 et maintenir jusqu'en 2040	Réduit la prévalence des maladies non transmissibles	Réduit la prévalence de l'obésité.

Notes

- 1 R Khedher, Tracing the development of the Tunisian 1956 Code of Personal Status, *Journal of International Women's Studies*, 18:4, 2017, 30-37.
- 2 Oxford Business Group, Tunisia's education system to be overhauled, oxfordbusinessgroup.com/overview/track-series-reforms-are-set-overhaul-sector.
- 3 Le PSD a été le seul parti légal jusqu'en 1981, date à laquelle l'interdiction des partis d'opposition a été levée. Global Security, Tunisia: politics, globalsecurity.org/military/world/tunisia/politics.htm. Habib Bourguiba avait déjà été déclaré sénile.
- 4 R Prince, Tunisia elections: the real thing this time, Institute for Policy Studies, 2 novembre 2011, ips-dc.org/tunisia_elections_the_real_thing_this_time/.
- 5 R Hamilton, Ben Ali: Tunisia's ousted ex-president dies in exile aged 83, BBC, 19 septembre 2019.
- 6 Banque africaine de développement (BAD), Révolution tunisienne : enjeux et perspectives économiques, *Note économique*, 11 mars 2011, www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/North%20Africa%20Quarterly%20Analytical%20Fran%20C3%A7ais%20ok_North%20Africa%20Quarterly%20Analytical.pdf.
- 7 Fonds monétaire international (FMI), Déclaration de Murilo Portugal, Directeur général adjoint du FMI, à l'issue de sa visite en Tunisie, le 6 avril 2007, Communiqué de presse n° 07/279, www.imf.org/fr/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr07279 ; FMI, Déclaration de la mission du FMI sur les consultations de 2007 au titre de l'article IV avec la Tunisie, 6 juin 2007, Communiqué de presse 07/121 (F), [imf.org/fr/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr07121](https://www.imf.org/fr/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr07121).
- 8 World Bank, New country classifications by income level: 2019–2020, 1 July 2019, blogs.worldbank.org/opendata/new-country-classifications-income-level-2019-2020. Comme le système de IFs ne calcule pas le revenu national brut (RNB), nous utilisons comme substitut le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat.
- 9 E Tran, Tunisian success: an economic analysis, *International Review*, 28 septembre 2018, international-review.org/tunisian-success-an-economic-analysis/.
- 10 RH Curtiss, Tunisia: 'A country that works' – Tunisia's family planning success underlies its economic progress, *Washington Report on Middle East Affairs*, novembre-décembre 1996, [wrmea.org/1996-november-december/tunisia-s-family-planning-success-underlies-its-economic-progress.html](https://www.wrmea.org/1996-november-december/tunisia-s-family-planning-success-underlies-its-economic-progress.html).
- 11 I Nazer, The Tunisian experience in legal abortion, *Int J Gynaecol Obstet*, 17:5, mars-avril 1980, 488-92.
- 12 World Bank, *Tunisia country strategy 2016–2020*, Washington DC : Banque mondiale, avril 2016.
- 13 A McDowall, Explainer: Tunisia grapples with post revolution economic slide, *Reuters*, 3 décembre 2019, www.reuters.com/article/us-tunisia-economy-explainer/explainer-tunisia-grapples-with-post-revolution-economic-slide-idUSKBN1Y72B9 ; FMI, Tunisie : questions et réponses, 10 avril 2020, www.imf.org/fr/Countries/TUN/tunisia-qandas.
- 14 FMI, Tunisie : questions et réponses, 18 juillet 2019, www.imf.org/fr/Countries/TUN/tunisia-qandas.
- 15 *Ibid.*
- 16 IMF, Tunisia, www.imf.org/en/Countries/TUN; IMF, IMF Executive Board approves a us\$745 million disbursement to Tunisia to address the COVID-19 pandemic, Press Release 20/144, 10 April 2020, www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/10/pr20144-tunisia-imf-executive-board-approves-a-us-745m-disbursement-address-covid19-pandemic.
- 17 BAD, *Perspectives économiques en Afrique 2019*, 2019, www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/2019AEO/AEO_2019-FR.pdf.
- 18 Les TIC ne font pas partie des services, mais sont enregistrées séparément dans IFs.
- 19 Les prévisions de IFs montrent que les services contribuent le plus au PIB avec un peu plus de 50 %. D'autres sources indiquent que le secteur représente bien plus de 60 % de la valeur ajoutée totale. La différence est probablement due à différentes méthodologies et classifications. Par exemple, certaines définitions des services comprennent les TIC alors que dans la plateforme IFs, les TIC sont considérés comme un secteur autonome. Commission européenne, La proposition de l'UE sur le commerce des services et la libéralisation des investissements, Fiche explicative, Commission européenne, janvier 2019. trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2019/january/tradoc_157652.%2020190124%20-%20Factsheet%20-%20Services%20investment%20-%20FR.pdf.
- 20 Nordea Trade, Tunisia profile: economic and political overview, nordeatrade.com/fr/explore-new-market/tunisia/economical-context ; Al Arabiya, Tunisia's tourism revenues jump 42.5 percent in the first half of 2019, 8 juillet 2019, english.alarabiya.net/en/life-style/travel-and-tourism/2019/07/08/Tunisia-s-tourism-revenues-jump-42-5-percent-in-first-half-2019.html.
- 21 Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Économie de la Tunisie en un coup d'œil : perspectives économiques*, novembre 2019, www.oecd.org/fr/economie/tunisie-en-un-coup-d-oeil/.
- 22 I Diwan, Tunisia's upcoming challenge: fixing the economy before it's too late, Arab Reform Initiative, 23 septembre 2019, arab-reform.net/publication/tunisia-upcoming-challenge-fixing-the-economy-before-its-too-late/.
- 23 H Morsy, A Giamouridis et R Selim, Rethinking the role of the state in Tunisia, European Bank, 12 septembre 2017, ebrd.com/news/2017/rethinking-the-role-of-the-state-in-tunisia.html.
- 24 Statistiques Tunisie, Commerce extérieur : données, www.ins.tn/fr/themes/commerce-ext%C3%A9rieur#sub-244.
- 25 L'ALECA s'appuiera sur l'accord d'association UE-Tunisie, entré en vigueur en 1998 et créera une zone de libre-échange entre l'UE et la Tunisie. Voir Commission européenne, Tunisie, <https://ec.europa.eu/trade/policy/countries-and-regions/countries/tunisia/>.
- 26 *Ibid.*
- 27 Banque mondiale, *La Révolution Inachevée : Créer des opportunités, des emplois de qualité et de la richesse pour tous les Tunisiens*, mai 2014, www.banquemonde.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia_report/tunisia_report_the_unfinished_revolution_fre_synthesis.pdf.
- 28 Atelier de consultation d'experts, à Tunis, du 9 au 11 septembre 2019.
- 29 *Ibid.*
- 30 L Ayadi et al., Estimating informal trade across Tunisia's land borders, Banque mondiale, Document de travail de recherche sur les politiques, Numéro du rapport WPS 6731, 2013, documents.worldbank.org/curated/en/856231468173645854/Estimating-informal-trade-across-Tunisia-land-borders ; S Quillen, Informal economy presents Tunisia with thorny issue, *The Arab Weekly*, 30 juin 2017, the arabweekly.com/informal-economy-presents-tunisia-thorny-issue.
- 31 S Quillen, Informal economy presents Tunisia with thorny issue, *The Arab Weekly*, 30 juin 2017, the arabweekly.com/informal-economy-presents-tunisia-thorny-issue.
- 32 Initiative tunisienne pour l'emploi inclusif, Toward economic inclusion: transitioning Tunisia's informal workers into the formal economy, arabtradeunion.org/upload/Transitioning%20Tunisia%E2%80%99s%20Informal%20Workers%20into%20the%20Formal%20Economy.pdf.
- 33 CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde, 2019*, Feuille d'information pays, Tunisie, unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2019_overview_fr.pdf.
- 34 Giambrone Law, Tunisia's radical strategy to encourage foreign investment, 13 septembre 2018, giambronelaw.com/site/news-articles-press/library/articles/tunisia-radical-strategy-to-encourage-foreign-investment.

- 35 M Kouni, Remittances and growth in Tunisia: a dynamic panel analysis from a sectoral database, *Journal of Emerging Trends in Economics and Management Sciences (JETEMS)*, 7:5, 2016, 342-351. Les chiffres des envois de fonds sont probablement sous-estimés en raison de la présence d'un marché noir important et d'autres moyens informels par lesquels les gens envoient et reçoivent de l'argent.
- 36 Il est composé de cinq indicateurs : la probabilité de survie jusqu'à l'âge de cinq ans, les années de scolarité attendues d'un enfant, les résultats harmonisés des tests (ou évaluations) comme mesure de la qualité de l'apprentissage, le taux de survie à l'âge adulte (le pourcentage des jeunes de 15 ans qui atteignent l'âge de 60 ans) et la proportion d'enfants sans retard de croissance. Voir Banque mondiale, Le projet sur le capital humain, www.worldbank.org/humancapitalproject.
- 37 Banque mondiale, La Banque mondiale en Tunisie : vue d'ensemble, 9 octobre 2018, www.worldbank.org/fr/country/tunisia/overview.
- 38 Atelier d'experts, en Tunisie, novembre 2019.
- 39 FMI, Les perspectives économiques de la Tunisie en quatre graphiques, 22 octobre 2018, imf.org/fr/News/Articles/2018/10/17/NA102218-tunisia-economic-outlook-in-four-charts.
- 40 I Diwan, Tunisia's upcoming challenge: fixing the economy before it's too late, Arab Reform Initiative, 23 septembre 2019, arab-reform.net/publication/tunisia-upcoming-challenge-fixing-the-economy-before-its-too-late/.
- 41 International Trade Administration (ITA), Tunisia: agricultural sector, février 2019, <https://www.export.gov/apex/article2?id=Tunisia-Agricultural-Sector>.
- 42 Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Tunisie, fao.org/countryprofiles/index/fr/?iso3=TUN.
- 43 ITA, Tunisia : agricultural sector, février 2019, <https://www.export.gov/apex/article2?id=Tunisia-Agricultural-Sector>.
- 44 A Horchani, Water in Tunisia: a national perspective, in National Research Council, *Agricultural water management: proceedings of a workshop in Tunisia*, Washington DC: The National Academies Press, 2007, nap.edu/read/11880/chapter/12
- 45 FAO, Fiche d'information de la Tunisie sur les tendances des politiques alimentaires et agricoles, août 2017, fao.org/3/a-i7738e.pdf.
- 46 FAO, FAO hosts National Workshop for Reducing Loss and Waste in the Grain Value Chain in Tunisia, 6 décembre 2017, fao.org/neareast/news/view/en/c/1071847/.
- 47 L'Observatoire de la souveraineté alimentaire et de l'environnement (OSAE), Building food sovereignty in Tunisia, février 2019, osae-marsad.org/2019/05/02/building-food-sovereignty-in-tunisia/.
- 48 *Ibid.*
- 49 Banque mondiale, *La révolution inachevée : créer des opportunités, des emplois de qualité et de la richesse pour tous les Tunisiens*, mai 2014, www.banquemondiale.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia_report/tunisia_report_the_unfinished_revolution_fre_synthesis.pdf.
- 50 FAO, SMIAR – Système mondial d'information et d'alerte rapide, Tunisie, Rapport de synthèse par pays, décembre 2018, fao.org/gIEWS/countrybrief/country.jsp?code=TUN.
- 51 Observatory of Economic Complexity (OEC), Tunisia, oec.world/en/profile/country/tun/.
- 52 OSAE, Building food sovereignty in Tunisia, février 2019, osae-marsad.org/2019/05/02/building-food-sovereignty-in-tunisia/.
- 53 United Nations Development Programme (UNDP), Climate change focus : Tunisia coastline in need of climate cash boost, *Africa Renewal*, décembre 2019 - mars 2020, un.org/africarenewal/news/climate-change-focus-tunisia-coastline-need-climate-cash-boost.
- 54 USAID, Climate risk profile : Tunisia, climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/Tunisia_CRP.pdf.
- 55 *Ibid.*
- 56 *Ibid.*
- 57 *Ibid.*
- 58 Selon la Banque mondiale, « les subventions peuvent également introduire des distorsions de prix relatifs qui provoquent généralement : la surconsommation et le sous-investissement dans les secteurs subventionnés ; l'évincement des investissements plus productifs ; des retards dans la diversification économique ; l'affaiblissement des comptes courants et l'augmentation des déficits budgétaires ; des effets néfastes sur la santé et l'environnement ». Voir C Leiva et al., *The socioeconomic impacts of energy reform in Tunisia : a simulation approach*, Banque mondiale, Document de travail de recherche sur les politiques, Numéro du rapport WPS 7312, 2015, documents.worldbank.org/curated/en/370251468189558300/The-socioeconomic-impacts-of-energy-reform-in-Tunisia-a-simulation-approach.
- 59 L'Institut national de la statistique conçoit et applique la méthodologie de mesure de la pauvreté en Tunisie. Trois seuils de pauvreté en dinars (TND) par personne et par an sont estimés et utilisés pour calculer les taux officiels de pauvreté : en milieu métropolitain (1 878 TND), en milieu communal (1 703 TND) et en milieu non communal (1 501 TND). En moyenne, le seuil de pauvreté est de 1 706 TND, ce qui équivaut à peu près à 2,6 USD par personne et par jour. Consulter World Bank, Poverty and Equity Brief: Tunisia, octobre 2019, databank.worldbank.org/data/download/poverty/33EF03BB-9722-4AE2-ABC7-AA2972D68AFE/Global_POVEQ_TUN.pdf.
- 60 Lecture sur l'IPM : voir Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI), About, ophi.org.uk/about/.
- 61 OPHI, Global MPI country briefing of 2019: Tunisie (États arabes), septembre 2019, ophi.org.uk/wp-content/uploads/CB_TUN_2019_2.pdf.
- 62 UNICEF, *Tunisie : analyse de la pauvreté infantile en Tunisie*, 2014, 18, www.unicef.org/tn/publications/publication-unicef-tunisie/analyse-de-la-pauvrete-infantile-en-tunisie/. Les enfants représentent 29 % de la population et 40 % de la pauvreté absolue. Et c'est la même chose pour l'écart de pauvreté, qui s'élève à 5,1 % pour les enfants contre 2,8 % pour les adultes.
- 63 *Ibid.* La Banque mondiale mentionne l'estimation de l'Institut national de la statistique tunisien du taux national de pauvreté (2,60 USD) en 2015 qui affiche une tendance à la baisse à 15,2 %, alors qu'il s'élevait à 20,5 % en 2010 et à 23,1 % en 2005. Cette estimation diffère de celle de IFs, qui est de 2,4 %. Le document *Poverty and Equity Brief: Tunisia* de la Banque mondiale, publié en avril 2019, a estimé le taux de pauvreté en utilisant le seuil de 3,20 USD à 3,2 %, soit 380 000 personnes. L'estimation de IFs est de 8,6 % pour 2018 (World Bank, Poverty and Equity Brief: Tunisia, octobre 2019, databank.worldbank.org/data/download/poverty/33EF03BB-9722-4AE2-ABC7-AA2972D68AFE/Global_POVEQ_TUN.pdf). Les dernières données des Indicateurs du développement mondial en 2015 estiment que 3,2 % de la population vit avec moins de 3,20 USD. (The Borgen Project, Causes of poverty in Tunisia, septembre 2017, borgenproject.org/causes-of-poverty-in-tunisia/ ; The Borgen Project, Why the poverty rate in Tunisia is still high, septembre 2017, borgenproject.org/poverty-rate-in-tunisia/ ; La Banque mondiale en Tunisie, Contexte, worldbank.org/fr/country/tunisia/overview).
- 64 OECD, Economic policy reform: Going For Growth Note – Tunisia, oecd.org/economy/tunisia-economic-snapshot/.
- 65 A Hodges et A-R el Lahga, *Coût, impact et financement de l'allocation pour enfants en Tunisie*, Oxford Policy Management and Partnership for Economic Policy, Rapport pour l'UNICEF et le ministère des affaires sociales, Tunis, 6 mai 2019.
- 66 Voir M Ayedi et al., Subventions alimentaires et aides sociales directes : vers un meilleur ciblage de la pauvreté monétaire et des privations en Tunisie, BAD, 30 mars 2013, www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Procurement/Project-related-Procurement/Subventions_alimentaires_et_aides_sociales_directes_-_vers_un_meilleur_ciblage_de_la_pauvrete%3%A9_mon%3%A9taire_et_des_privations_en_Tunisie.pdf.

- 67 M Györi et F Veras Soares, Universal social protection in Tunisia: comparing the effectiveness and cost-efficiency of food and energy subsidies with a proposed universal child allowance programme, *International Social Security Review*, 71:2, avril-juin 2018.
- 68 OCDE, Résultats du PISA 2015 (Volume V), www.oecd-ilibrary.org/sites/3c93e9e4-fr/index.html?itemId=/content/component/3c93e9e4-fr.
- 69 Définitions de l'UNESCO, Glossaire, uis.unesco.org/fr/glossary.
- 70 A Nagazi, Reading the shortcomings of the Tunisian educational system, Banque mondiale, 30 octobre 2017, <http://blogs.worldbank.org/arabvoices/shortcomings-tunisian-education>.
- 71 Avec l'aide de la Banque mondiale, la Tunisie a entrepris le projet d'enseignement supérieur pour l'employabilité en 2016 pour faire face au décalage entre les compétences et les besoins du marché du travail. Oxford Business Group, Tunisia's education system to be overhauled, oxfordbusinessgroup.com/overview/track-series-reforms-are-set-overhaul-sector.
- 72 WHO and Regional Health System Observatory, *Health system profile: Tunisia*, 2006, <https://apps.who.int/medicinedocs/documents/s17312e/s17312e.pdf>.
- 73 Indice mondial de la faim, indice de la faim dans le monde (IFM) 2019 : Tunisie, globalhungerindex.org/pdf/en/2019/Tunisia.pdf.
- 74 Portail national de la santé en Tunisie, Rapport de l'enquête national THES-2016, www.santetunisie.rns.tn/fr/toutes-les-actualites/912-rapport-de-l%E2%80%99enqu%C3%AAt-national-thes-2016.
- 75 R Ben et al., Health system challenges of NCDs in Tunisia, *International Journal of Public Health*, 60:S1, novembre 2014.
- 76 Nedra Cherif, Covid-19 in Tunisia: beyond the health crisis, a socio-economic challenge, MEDirections blog, 9 avril 2020, blogs.eui.eu/medirections/covid19-tunisia-beyond-health-crisis-socio-economic-challenge/.
- 77 R Fakhfakh, M Hsairi et N Achour, Epidemiology and prevention of tobacco use in Tunisia: a review. *US National Library of Medicine*, 40:6, 2005.
- 78 World. 'The accident rate is simply terrifying': Tunisia sees deadly spikes on roads, septembre 2016. www.thenational.ae/world/the-accident-rate-is-simply-terrifying-tunisia-sees-deadly-spike-on-roads-1.176740.
- 79 *Atlas Magazine*, Decrease in the number of accidents in Tunisia in 2018, atlas-mag.net/en/article/decrease-in-the-number-of-traffic-accidents-in-tunisia-in-2018.
- 80 « Les points d'eau améliorés sont ceux qui, de par la nature de leur conception et de leur construction, ont le potentiel de fournir de l'eau potable saine. Le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement (JMP) subdivise la population en utilisant des sources améliorées en trois groupes en fonction du niveau de service fourni. Afin de remplir les critères d'un service d'approvisionnement d'eau potable géré en toute sécurité, les gens doivent utiliser un point d'eau amélioré répondant aux trois critères suivants : il doit être accessible à domicile, l'eau doit être disponible au besoin et l'eau fournie doit être exempte de toute contamination. » OMS/UNICEF JMP, Eau potable, <https://washdata.org/monitoring/drinking-water>.
- 81 *Ibid.*
- 82 UNICEF, Enquête EGIM/MICS, 2019, mics.unicef.org/surveys.
- 83 World Bank, Water: Tunisia's other development challenge, 4 septembre 2014, www.worldbank.org/en/news/feature/2014/09/04/water-tunisia-s-other-development-challenge.
- 84 Energypedia, Tunisia energy situation, energypedia.info/wiki/Tunisia_Energy_Situation ; FMI, Tunisie : questions et réponses, 18 juillet 2019, www.imf.org/fr/Countries/TUN/tunisia-qandas.
- 85 *Ibid.*
- 86 International Energy Agency (IEA), Renewable Energy Law for Electricity Production (No. 74/2013), <https://www.iea.org/policies/5873-renewable-energy-law-for-electricity-production-no742013?country=Tunisia>.
- 87 Tunisia Live, Tunisia and Ghana Lead Africa's Telecom Growth, juin 2019, www.tunisia-live.net/tunisia-and-ghana/.
- 88 Banque mondiale, *La Révolution inachevée : créer des opportunités, des emplois de qualité et de la richesse pour tous les Tunisiens*, mai 2014, www.banquemonde.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia_report/tunisia_report_the_unfinished_revolution_fre_synthesis.pdf.
- 89 The Oxford Institute for Energy Studies, *The political economy of energy subsidies in North Africa: the untold story*, août 2017, oxfordenergy.org/wpcms/wp-content/uploads/2016/08/The-Political-Economy-of-Energy-Subsidies-in-North-Africa-the-untold-story-SP-38.pdf?v=68caa8201064.
- 90 UNCTAD, Leapfrogging: look before you leap, *Policy Brief*, 7 décembre 2018, unctad.org/en/PublicationsLibrary/presspb2018d8_en.pdf.
- 91 *Ibid.*
- 92 *Ibid.*
- 93 S Quillen, Informal economy presents Tunisia with thorny issue, *The Arab Weekly*, 30 juillet 2017, <https://theArabweekly.com/informal-economy-presents-tunisia-thorny-issue>.

À propos des auteurs

Stellah Kwasi est chercheuse dans le programme « Futurs africains et Innovation » au bureau de Pretoria de l'ISS. Avant de rejoindre l'ISS, elle a occupé le poste d'adjointe de recherche au Centre Frederick S Pardee for International Futures à l'Université de Denver, au Colorado.

Jakkie Cilliers, a fondé l'ISS et préside son conseil d'administration. Il dirige actuellement le programme « Futurs africains et Innovation », au bureau de Pretoria de l'Institut. Il a démissionné de son poste de directeur général en 2015.

Lily Welborn est chercheuse consultante à l'ISS. Elle a auparavant occupé la fonction de chercheuse dans le programme « Futurs africains et Innovation » au bureau de Pretoria de l'ISS et a également été consultante chercheuse au Centre Frederick S Pardee for International Futures à l'Université de Denver. Elle est spécialisée dans la criminalité transnationale et le changement climatique.

À propos du rapport sur Afrique du Nord de l'ISS

Les rapports sur l'Afrique du Nord proposent les résultats d'une recherche approfondie sur les problématiques actuelles de sécurité humaine dans la région. Ils analysent notamment les grandes tendances des conflits et les menaces à la paix et à la sécurité dans certains pays d'Afrique du Nord et se concentrent sur les défis de la région, tels que l'extrémisme, la criminalité organisée et les conflits politiques locaux.

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité (ISS) établit des partenariats pour renforcer les connaissances et les compétences afin d'assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif ; ses bureaux sont situés en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. L'ISS utilise ses réseaux et son influence pour offrir aux gouvernements et à la société civile des analyses de politiques ponctuelles et crédibles, ainsi qu'une formation pratique et une assistance technique.

Partenaires de développement



Government of the Netherlands



Ce rapport a été financé par le Gouvernement des Pays-Bas, la Fondation Hanns Seidel et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement. L'ISS tient également à remercier les membres suivants de son Forum de partenariat pour leur soutien : la Fondation Hanns Seidel, l'Union européenne, Open Society Foundations et les Gouvernements du Canada, du Danemark, des États-Unis, de la Finlande, de l'Irlande, de la Norvège, des Pays-Bas et de la Suède.

© 2020, Institut d'études de sécurité

Les droits d'auteur de l'ensemble de ce document sont conférés à l'Institut d'études de sécurité et aux auteurs, et aucune partie ne peut être reproduite en tout ou en partie sans l'autorisation expresse, par écrit, des trois auteurs et des éditeurs.

Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'Institut, de ses fiduciaires, des membres du Conseil consultatif ou des bailleurs de fonds. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Image de couverture : Olga Ozik/Pixabay

ISSN 2617-815X Papier
ISSN 2617-8168 Numérique

